

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2764

7 octobre 2014

SOMMAIRE

Agence Européenne de Prestations Commerciales S.A.	132637	International Toys S.A.	132628
Aladar S.A.	132631	InterV Investment S.à r.l.	132633
Astor Investments S.à r.l.	132634	Invest Communication S.A.	132626
Atrio S.à r.l.	132636	Investment World Fund	132628
Augur Financial Holding I S.A.	132637	Italian Investment Topco S.à r.l.	132627
Azalée S.A.-SPF	132636	IT-Partners	132626
BlueBay Multi-Strategy Investments (Luxembourg) S.à r.l.	132634	Lux 38 Starlight Eur S.à r.l.	132631
Brede Wohnen S.à r.l.	132654	Megafit S.A., SPF	132672
Calimax 1 S.A.	132653	Ontex I S.à r.l.	132642
CELSIUS EUROPEAN Lux 6 S.à r.l.	132630	Partnership Investments S.à r.l.	132637
CS Holding Luxembourg S.à r.l.	132645	Point Partners Limited Partnership	132635
CS Management Luxembourg S.A.	132654	Prime Action S.A.	132636
Fashion Style S.à r.l.	132638	TPG Yahtzee Holdings S.à r.l.	132626
Finance and Development Holding S.A.	132638	Travelport Investor (Luxembourg) Partnership S.E.C.S.	132639
Finnley S.A.	132639	Tref Investments S.A.	132630
FP Light Sàrl	132640	Turkin & Fille Immobilière S.à r.l.	132630
FU2I Holding S.à r.l.	132638	Tyco International Finance S.A.	132631
General Mills Luxembourg Finance S.à r.l.	132639	Ukrainian Agrarian Investments S.A.	132633
Helvetic Clinics S.A.	132628	USR International S.A.	132631
HSBC Global Investment Funds	132629	V2 Investment S.à r.l.	132632
IB Finance	132629	ValorPlast Energy S.à r.l.	132633
Ideal Toitures	132628	Verport	132635
I.E. Lux Berlin n° 2 S. à r.l.	132627	VGD Corporate Finance CEE	132626
Immobilière Lenkeschlei S.à r.l.	132640	Viking Global Holding S.A.	132630
Immobilière Rue de Namur S.à r.l.	132627	Villa Wichtel S.à r.l.	132634
Immo FF Project	132629	Viracopos	132635
Immo FF Project	132627	Vitalia Holdco S.à r.l.	132636
Indigo Real Estate 2 S.à r.l.	132633	Vivinvest SA	132632
Infracapital F1 S.à r.l.	132629	VM Immo	132634
Infra-Invest	132632	W & Cie S.A.	132632
		Welfare Investment S.A., SPF	132626
		Zeltovma S.A.	132634

Welfare Investment S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2732 Luxembourg, 2, rue Wilson.
R.C.S. Luxembourg B 59.277.

Les comptes annuels au 30.06.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014120420/9.

(140138569) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

TPG Yahtzee Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 500.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5C, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 156.843.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour TPG Yahtzee Holdings S.à r.l.

Référence de publication: 2014120358/10.

(140137402) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

IT-Partners, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3510 Dudelange, 17, rue de la Libération.
R.C.S. Luxembourg B 149.152.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014122862/11.

(140140824) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

Invest Communication S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 108.297.

Le bilan au 30 juin 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014122853/11.

(140140189) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

VGD Corporate Finance CEE, Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 6, rue Jean-Pierre Brasseur.
R.C.S. Luxembourg B 92.610.

Le bilan rectificatif, des comptes annuels au 31 décembre 2012 déposé antérieurement en date du 29 juillet 2013 sous la référence L130130171, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014120408/12.

(140137550) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

I.E. Lux Berlin n° 2 S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 106.749.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014122817/9.

(140140675) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

Immobilière Rue de Namur S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8009 Strassen, 19-21, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 51.139.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014122819/9.

(140141085) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

Immo FF Project, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7540 Rollingen, 113, rue de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 165.744.

Extrait de l'assemblée générale extraordinaire des associés, tenue en date du 31 juillet 2014

Il résulte des décisions prises à l'unanimité, par les associés réunis en assemblée générale extraordinaire, en date du 31 juillet 2014, que:

- 1) Le gérant technique, Monsieur Guy KARTHEISER, est révoqué.
- 2) Le gérant administratif, Monsieur Romain FOHL, est révoqué.
- 3) Monsieur Romain FOHL, demeurant à L-7465 NOMMERN, rue Principale, 21, est nommé gérant, pour une durée indéterminée.
- 4) La société se trouve valablement engagée, en toutes circonstances, par la signature de son seul gérant.

Romain FOHL
Gérant

Référence de publication: 2014122839/17.

(140140483) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

Italian Investment Topco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 182.967.

Il résulte d'un contrat de transfert de parts, signé en date du 22 juillet 2014, que l'associé de la Société, Logicor Europe Holdings II S.à r.l. a transféré la totalité de 500 parts sociales qu'il détenait dans la Société de la manière suivante:

(1) BRE/Europe 7NQ S.à r.l, Société à responsabilité limitée constituée et régie selon les lois du Luxembourg, ayant son siège social à l'adresse suivante: 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453, Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 180.314, 500 parts sociales;

Les parts de la Société sont désormais réparties comme suit:

1. BRE/Europe 7NQ S.à r.l. 500 parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Pour la Société
Signature

Référence de publication: 2014122831/19.

(140140745) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

Ideal Toitures, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3327 Crauthem, 4A, Z.I. im Bruch.
R.C.S. Luxembourg B 61.997.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014122834/9.

(140140384) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

International Toys S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8041 Strassen, 65, rue des Romains.
R.C.S. Luxembourg B 148.290.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014122828/10.

(140141031) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

Helvetic Clinics S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 8, rue Philippe II.
R.C.S. Luxembourg B 174.796.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Le 31/07/2014.

Référence de publication: 2014122805/10.

(140140456) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

Investment World Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 76.660.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire, tenue à Luxembourg le 16 juillet 2014:

L'Assemblée Générale Ordinaire décide de renouveler, pour une période se terminant avec l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se tiendra en 2015, le mandat des Administrateurs suivants:

- Monsieur Geoffroy LINARD de GUERTECHIN, Administrateur et Président du Conseil d'Administration
- Monsieur Raymond GLODE, Administrateur
- Monsieur Réginald VAN LEER, Administrateur

L'Assemblée Générale Ordinaire décide de renouveler le mandat du réviseur d'entreprises agréé Deloitte Audit S.à.r.l pour une période se terminant avec l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se tiendra en 2015.

A l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire, le Conseil d'Administration est composé de:

Président et administrateur:

- Monsieur Geoffroy LINARD de GUERTECHIN, Edmond de Rothschild (Europe), 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg

Administrateurs:

- Monsieur Raymond GLODE, Edmond de Rothschild (Europe), 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg
- Monsieur Réginald VAN LEER, 63A, rue JP Huberty, L-1742 Luxembourg

Réviseur d'Entreprises Agréé:

Deloitte Audit S.à.r.l., ayant son siège social à L-2220 Luxembourg, 560, rue de Neudorf.
Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Référence de publication: 2014122830/25.

(140140486) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

Immo FF Project, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7540 Rollingen, 113, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 165.744.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014122838/10.

(140140463) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

HSBC Global Investment Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 16, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 25.087.

Les comptes annuels au 31 mars 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour HSBC GLOBAL INVESTMENT FUNDS

HSBC Securities Services (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2014122812/12.

(140140584) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

IB Finance, Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2953 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 16.007.

Par décision du Conseil d'Administration du 16 juillet 2014, Monsieur Bernard MOMMENS demeurant professionnellement au 69, route d'Esch, L-2953 Luxembourg, a été cooptée au Conseil d'Administration en remplacement de Madame Carole Wintersdorff, démissionnaire. Son mandat s'achèvera avec ceux des autres Administrateurs à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2020.

Luxembourg, le 5 août 2014.

Pour: IB FINANCE

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2014122833/16.

(140140945) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

Infracapital F1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 152.869.

Extrait des décisions prises par l'associé unique de la Société en date du 25 juillet 2014

1. Monsieur Antonio Botija a démissionné de son mandat de gérant de catégorie A.
2. Madame Maria Georgina Dellacha, administrateur de sociétés, née à Buenos Aires (Argentine) le 26 janvier 1975, demeurant professionnellement à Laurence Pountney Hill, EC4R 0HH Londres (Royaume-Uni), a été nommée comme gérante de catégorie A pour une durée indéterminée et avec effet au 25 juillet 2014.

Luxembourg, le 4 août 2014.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Infracapital F1 S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014122823/16.

(140141135) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

Tref Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 55.824.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014120360/10.

(140138086) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.**Turkin & Fille Immobilière S.à.r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

Siège social: L-4384 Ehlerange, Zare Ouest.
R.C.S. Luxembourg B 146.842.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014120362/10.

(140137695) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.**Viking Global Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1320 Luxembourg, 54, rue de Cessange.
R.C.S. Luxembourg B 52.895.

Le bilan au 31 décembre 2010, le compte de profits et pertes pour la période du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2010, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

VIKING GLOBAL HOLDING S.A.

Signatures

Référence de publication: 2014120411/13.

(140138410) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.**CELSIUS EUROPEAN Lux 6 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 78.400,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 134.351.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 29 avril 2014

En date du 29 avril 2014, l'associé unique de la Société a pris la résolution de nommer Monsieur Theodór Siemsen SIGURBERGSSON, né le 6 avril 1959 à Reykjavik, Islande, résidant à l'adresse suivante: 26, Borgartún, 105 Reykjavik, Islande, en tant que nouveau gérant A de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Le conseil de gérance de la Société est désormais composé comme suit:

- Monsieur Marino GUDMUNDSSON, gérant A et président
- Monsieur Theodór Siemsen SIGURBERGSSON, gérant A
- Monsieur Godfrey ABEL, gérant B
- Monsieur Ramon van HEUSDEN, gérant B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 août 2014.

CELSIUS EUROPEAN Lux 6 S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2014125413/21.

(140142876) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 août 2014.

Tyco International Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 29, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 123.550.

Les comptes annuels au 27 septembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014120363/10.

(140138618) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

Aladar S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 67.877.

Les comptes au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ALADAR S.A.

Régis DONATI / Alexis DE BERNARDI

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2014121011/12.

(140139474) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

USR International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 46.933.

Les comptes annuels au 30 juin 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 juillet 2014.

USR International S.A.

G.B.A.D. Cousin / J. Mudde

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2014120375/13.

(140137493) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

Lux 38 Starlight Eur S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 4, rue Dicks.
R.C.S. Luxembourg B 188.007.

Il résulte d'un contrat de transfert de parts sociales prenant effet en date du 31 juillet 2014 que la société Starwood Capital Operations, LLC dont le siège social se situe Corporation trust Centre, 1209 Orange Street, City of Wilmington, County of New Castle, State of Delaware, USA, a cédé toutes les parts sociales qu'elle détenait dans la Société, soit:

- 500 (cinq cents) parts sociales ordinaires ayant une valeur nominale de EUR 25 (vingt cinq EUR) chacune à la société SOF-IX Lux Master Co S.à r.l. dont le siège social se situe 5 rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 164 480.

Les détenteurs de parts sociales sont désormais les suivants:

- SOF-IX Lux master Co S.à r.l.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Thierry Drinka

Gérant

Référence de publication: 2014121601/19.

(140138903) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

Vivinvest SA, Société Anonyme.

Siège social: L-8422 Steinfort, 69, rue de Hobscheid.
R.C.S. Luxembourg B 114.590.

Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014120414/9.

(140138493) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

W & Cie S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 8, rue Philippe II.
R.C.S. Luxembourg B 167.966.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Le 31/07/2014.

Référence de publication: 2014120417/10.

(140137932) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

V2 Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 35.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 171.764.

Nous vous prions de bien vouloir prendre note du changement d'adresse de l'associé unique avec effet immédiat:
V Telecom Investment S.C.A., 6 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Gaëlle Attardo-Kontzler
Mandataire

Référence de publication: 2014120416/14.

(140137545) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

Infra-Invest, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 3.102.500,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 135.537.

I. Lors du conseil de gérance tenu en date du 21 juillet 2014, les gérants ont décidé de transférer le siège social de la Société du 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg au 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg avec effet immédiat.

II. Par résolutions signées en date du 21 juillet 2014, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Damien Schuind, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de gérant de catégorie B, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;
2. Nomination de Bruno Bagnouls, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de gérant de catégorie A, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée
3. Acceptation de la démission de Bruno Bagnouls, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, de son mandat de gérant de catégorie B, avec effet immédiat;
4. Acceptation de la démission de Ronan Bodere, avec adresse professionnelle au 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, de son mandat de gérant A, avec effet immédiat;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 24 juillet 2014.

Référence de publication: 2014124350/21.

(140138564) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

Ukrainian Agrarian Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1430 Luxembourg, 6, boulevard Pierre Dupong.
R.C.S. Luxembourg B 161.615.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014120372/10.

(140138416) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

ValorPlast Energy S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 135.459.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Fait à Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Référence de publication: 2014120377/10.

(140138292) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

InterV Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 30.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 171.844.

Nous vous prions de bien vouloir prendre note du changement d'adresse de l'associé unique avec effet immédiat:
V2 Investment S.à r.l., 6 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Gaëlle Attardo-Kontzler
Mandataire

Référence de publication: 2014124355/14.

(140137536) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

Indigo Real Estate 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 15.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 179.098.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 17 juillet 2014

En date du 17 juillet 2014, l'associé unique de la Société a pris la résolution suivante:

- de nommer Madame Nao MAEDA, née le 10 juin 1977 à Kanagawa, Japon, résidant professionnellement à l'adresse suivante: 7a, rue Robert Stumper, L-2557 Luxembourg, en tant que nouveau gérant A de la Société avec effet au 17 juillet 2014 et ce pour une durée indéterminée.

En conséquence, le conseil de gérance de la Société est désormais composé comme suit:

- Madame Frédérique DUCULOT, gérant B
- Monsieur Philippe LECLERCQ, gérant B
- Monsieur Michael P. WENGROFSKY, gérant A
- Madame Nao MAEDA, gérant A

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 juillet 2014.

Indigo Real Estate 2 S.à r.l.

Référence de publication: 2014124348/20.

(140138130) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

VM Immo, Société Anonyme.

Siège social: L-3360 Leudelange, 70, rue de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 176.594.

Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014120415/9.

(140138583) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

BlueBay Multi-Strategy Investments (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 250.000,00.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 24, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 135.005.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Andreas Demmel.

Référence de publication: 2014120378/10.

(140138255) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

Villa Wichtel S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6190 Gonderange, 4, rue Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 151.654.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Windhof, le 31 juillet 2014.

Référence de publication: 2014120383/10.

(140137171) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

Astor Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 130.983.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 04/08/2014.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2014121043/12.

(140139992) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

Zeltovma S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1251 Luxembourg, 13, avenue des Bois.

R.C.S. Luxembourg B 15.356.

EXTRAIT

VERICOM S.A. démissionne avec effet immédiat de sa fonction de commissaire au sein de la société ZELTOVMA S.A., établie et ayant son siège social à L-1251 Luxembourg, 13 avenue du Bois, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B15356.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour VERICOM S.A.

Référence de publication: 2014120453/13.

(140138042) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

Verport, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8308 Capellen, 75, Parc d'activités.

R.C.S. Luxembourg B 179.522.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014120405/9.

(140137421) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

Viracopos, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 291, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 178.293.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 69018 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014120386/10.

(140138976) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

Point Partners Limited Partnership, Société en Commandite simple.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 188.410.

EXTRAIT

Il résulte du contrat social en date du 1^{er} août 2014 que l'objet social de la Société s'inscrit à présent comme suit:

La Société peut réaliser, (a) toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à l'acquisition et la détention (à des fins d'investissement) de biens immobiliers au Luxembourg et à l'étranger (les Biens Immobiliers) et à la prise de participations dans (i) des entreprises (sous quelque forme que ce soit) qui peuvent, conformément à leurs documents constitutifs, acquérir et détenir exclusivement des biens immobiliers et d'autres actifs nécessaires à la gestion de tels biens Immobiliers (les Sociétés Immobilières) et (ii) des sociétés de détention de portefeuille Immobilier qui sont définies Ici comme des entités dont l'objet social, conformément à leurs documents constitutifs, est l'acquisition et la détention indirecte des biens immobiliers et autres actifs nécessaires à la gestion de tels biens immobiliers, par le biais de l'acquisition et la prise de participations dans d'autres entités dont l'objet social est limité de la même façon comme décrit aux points (i) et (ii) ci-dessus (les Sociétés de Détention de Portefeuille Immobilier), ainsi que (b) l'administration, la gestion, le contrôle, le développement et la cession des Biens Immobiliers et des participations dans les Sociétés Immobilières et les Sociétés de Détention de Portefeuille Immobilier.

Dans le cadre des objets Indiqués ci-dessus, la Société peut apporter tout concours (par voie de prêts, avances, garanties, sûretés ou autres) aux sociétés ou autres entreprises dans lesquelles la Société a un intérêt, ou toutes autres sociétés ou entreprises qui sont des Filiales de la Société, ou toutes autres sociétés ou entreprises.

En général, la Société peut réaliser toute opération financière, commerciale, industrielle, mobilière ou immobilière, prendre toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et réaliser toutes opérations qui se rattachent directement ou indirectement à son objet social indiqué ci-dessus ou qui favorisent son développement ou son extension.

La Société peut emprunter sous n'importe qu'elle forme.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 1^{er} août 2014.

Pour extrait conforme

ATOZ

Aerogolf Center - Bloc B

1, Heienhaff

L - 1736 Senningerberg

Signature

Référence de publication: 2014121769/35.

(140139666) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

Vitalia Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 161.929.

Les comptes annuels de la société Vitalia Holdco S.à r.l. au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014120387/10.

(140137935) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

Atrio S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 15.000,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 51.442.

Extrait des résolutions prises par les associés en date du 11 avril 2014

Les associés décident d'accepter les démissions en tant que gérants de Monsieur Thierry FLEMING, Monsieur Guy HORNICK et Monsieur Werner MÜLLERKLEIN avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 avril 2014.

Signature.

Référence de publication: 2014121045/13.

(140139199) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

Azalée S.A.-SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.
R.C.S. Luxembourg B 33.506.

Les comptes annuels au 13/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A.T.T.C. Management s.à r.l. / A.T.T.C. Directors s.à r.l.

Administrateur / Administrateur

A.T.T.C. s.a. / A.T.T.C. s.a.

Gérant / Gérant

E. Patteet / J.P. Van Keymeulen

Administrateur-délégué / Administrateur-délégué

Référence de publication: 2014121050/15.

(140139296) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

Prime Action S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 55.554.

Par décision du Conseil d'Administration du 30 juillet 2014, Madame Joséphine EMMA-PHILIPPI, 42, Rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, a été cooptée au Conseil d'Administration avec effet au 21 mai 2014 en remplacement de Monsieur Fabio MASTROSIMONE, démissionnaire avec effet au 21 mai 2014.

Son mandat s'achèvera avec ceux des autres Administrateurs à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2019.

Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

Pour: PRIME ACTION S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2014121823/16.

(140139036) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

Augur Financial Holding I S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 6, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 132.774.

Die Bilanz zum 31. Dezember 2013 und die Gewinn- und Verlustrechnung für das am 31. Dezember 2013 abgelaufene Geschäftsjahr wurden beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 31. Juli 2014.

AUGUR Financial Holding I S.A.

Lothar Rafalski / Diane Wolf

Référence de publication: 2014120988/13.

(140139694) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

Agence Européenne de Prestations Commerciales S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 31, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 101.628.

EXTRAIT

La société Agence Européenne de Prestations Commerciales S.A., établie et ayant son siège social à 31, boulevard Prince Henri L-1724 Luxembourg, inscrite au registre de commerce de Luxembourg, section B, sous le numéro 101020 a pris connaissance du changement d'adresse du commissaire aux comptes:

Premium Investment Partners S.A. 13-15 Breedewues L-1259 Senningerberg

Senningerberg, le 31 juillet 2014.

Pour la société

Référence de publication: 2014120965/14.

(140140116) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

Partnership Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 100.100,00.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 9, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 156.554.

Il résulte du procès-verbal des résolutions adoptées par l'assemblée générale des actionnaires de la Société au siège social en date du 23 juillet 2014:

- qu'il a été pris acte de la démission de Monsieur Manfred Zisselberger de son mandat de gérant de Classe C-2 de la Société prenant effet à la date du 31 juillet 2014;

- qu'il a été décidé de nommer comme nouveau gérant de Classe C-2 de la Société:

Nom: Fail

Prenom(s): David

Née le: 24 mars 1965

à Morpeth (Royaume-Uni)

Adresse professionnelle: 9, allée Scheffer

L-2520 Luxembourg

Date de nomination: 31 juillet 2014

Durée: indéterminée

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 04 août 2014.

Certifié conforme et sincère

Pour la Société

Jean-Guibert Mahy

Gérant

Référence de publication: 2014123037/27.

(140141035) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

FU2I Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 11.172.500,00.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 163.180.

—
Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 30 juillet 2014

- Il est pris acte de la démission de Monsieur Renaud Léonard de son mandat de gérant de catégorie B avec effet au 6 août 2014;

- Monsieur Christian François, employé privé, né le 1^{er} avril 1975 à Rocourt (Belgique), avec adresse professionnelle au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, est nommé gérant de catégorie B en remplacement de Monsieur Renaud Léonard pour une durée indéterminée.

Référence de publication: 2014122750/14.

(140141212) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

Fashion Style S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 3.829.000,00.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 126.905.

—
Le siège social de l'actionnaire unique Fashion Holding Guernsey Limited de la Société a été transféré du National Westminster House, Le Truchot, St Peter Port, Guernsey, GY1 3RA au Level 4 North, St Julian's Court, St Julian's Avenue, St Peter Port, Guernsey, GY1 1WA avec effet au 27 mai 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014122735/15.

(140140632) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

Finance and Development Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 38.482.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires tenue en date du 30 mai 2014 que:

- la démission de la société Marc Muller Conseils S.à r.l. de ses fonctions de Commissaire aux comptes de la société a été acceptée;

- la nomination décidée par le Conseil d'Administration en date du 29 avril 2014 de nommer Anne-Marie PESCH, Expert-comptable, née le 7 novembre 1977 à Mannheim (Allemagne), demeurant au 44, um Wues, L-6552 Berdorf (Luxembourg), aux fonctions de Commissaire aux comptes de la société pour l'exercice se clôturant au 31 décembre 2013, en remplacement de Marc Muller Conseils S.à r.l., Commissaire aux comptes démissionnaire, a été ratifiée;

- Anne-Marie PESCH, Expert-comptable, née le 7 novembre 1977 à Mannheim (Allemagne), demeurant au 44, um Wues, L-6552 Berdorf (Luxembourg), a été nommée aux fonctions de Commissaire aux comptes de la société pour un mandat d'un an;

- le mandat du Commissaire aux comptes prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale des actionnaires qui se tiendra en 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 août 2014.

*Pour la Société**Un mandataire*

Référence de publication: 2014122725/25.

(140140637) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

Travelport Investor (Luxembourg) Partnership S.E.C.S., Société en Commandite simple.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 143.470.

Le présent document est établi en vue de mettre à jour les informations inscrites auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

La dénomination de Worldspan Limited Partnership, associé de la Société, est désormais la suivante:

- Travelport, LP.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 août 2014.

Travelport Investor (Luxembourg) Partnership S.E.C.S.

Signature

Référence de publication: 2014123231/15.

(140140206) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

Finnley S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.
R.C.S. Luxembourg B 80.272.

Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration, en date du 27 juin 2014:

- Les administrateurs nomment Monsieur Gérard Gieux en qualité de Président du conseil d'administration et prennent note de son adresse professionnelle au 1, rue Goethe, L-1637 Luxembourg;

- Les administrateurs nomment Monsieur Gérard Gieux prèdit, né à Saint-Aubin-du-Cormier (France), le 13 janvier 1948, résidant professionnellement au 1 rue Goethe, L-1637 Luxembourg, comme administrateur-délégué de la société pour une période de 5 ans, jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'année 2018. La société sera donc engagée soit par la signature conjointe de deux administrateurs dont obligatoirement celle de l'administrateur-délégué, soit par la signature individuelle de l'administrateur-délégué.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014122729/16.

(140140933) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

General Mills Luxembourg Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 20.001,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 181.229.

Suite aux résolutions de l'associé unique de la Société en date du 2 juillet 2014 les décisions suivantes ont été prises:

- Démission du gérant de catégorie A suivant à compter du 8 juillet 2014:

Madame Lutgarde Françoise A. Denys, avec adresse professionnelle au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg

- Nomination du gérant de catégorie A suivant à compter du 8 juillet 2014 pour une durée indéterminée:

Madame Nathalie S.E. Chevalier, née le 2 mars 1977 à Kapellen, Belgique, avec adresse professionnelle au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Résultant des décisions susmentionnées, le conseil de gérance de la Société est comme suit:

- Kathryn Elaine Hiebert, gérant de catégorie A;

- Nathalie S.E. Chevalier, gérant de catégorie A;

- Patrick Leonardus Cornelis van Denzen, gérant de catégorie B;

- Stéphanie Jung-Schut, gérant de catégorie B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

General Mills Luxembourg Finance S.à r.l.

Nathalie S.E. Chevalier

Gérant de catégorie A

Référence de publication: 2014122756/23.

(140140595) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

FP Light Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3336 Hellange, 15, Wisestrooss.

R.C.S. Luxembourg B 181.252.

EXTRAIT

Il découle du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 4 août 2014 les décisions suivantes:

- d'accepter, à compter du 4 août 2014, la révocation de Monsieur CUNCA RODRIGUES Bruno Manuel, domicilié 22, rue Boltgen à L-4038 ESCH/ALZETTE, en tant que gérant.
- d'accepter, à compter du 4 août 2014, la nomination de Monsieur MACEDO DA COSTA Joao Carlos, demeurant 15, Wisestrooss à L-3336 HELLANGE, en tant que gérant administratif.
- La société est valablement engagée, en toutes circonstances, par la seule signature du gérant administratif.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 6 août 2014.

MORBIN Nathalie.

Référence de publication: 2014125552/16.

(140143205) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 août 2014.

Immobilière Lenkeschlei S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8030 Strassen, 96, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 188.431.

L'an deux mille quatorze, le vingt-deux juillet,

par-devant nous Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg,

a comparu:

Monsieur Jean-Marie KONTZ né le 17 octobre 1958 à Dudelange, (matricule 1958 1017 21124), dirigeant de société, demeurant professionnellement au 96, rue de Kiem, L-8030 Strassen, Grand-Duché de Luxembourg (l'«Associé»).

L'Associé a requis le notaire instrumentant d'acter que l'Associé est le seul et unique associé de Immobilière Lenkeschlei S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant un capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), dont le siège social est au 96, rue du Kiem, L-8030 Strassen, Grand-Duché de Luxembourg, constituée suivant un acte notarié en date du 8 juillet 2014, en cours de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 188431 (la «Société»). Les statuts n'ont pas encore été modifiés.

L'Associé unique reconnaissant avoir été dûment et pleinement informé des décisions à intervenir sur base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Augmentation du capital social de la Société à concurrence d'un montant de trente-sept mille cinq cents euros (EUR 37.500,00) pour le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,00) à un montant de cinquante mille euros (EUR 50.000,00).

2. Émission de trente-sept mille cinq cents (37.500) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,00) chacune, ayant les mêmes droits et privilèges que les parts sociales existantes.

3. Acceptation de la souscription des ces nouvelles parts sociales, avec paiement d'une prime d'émission d'un montant total de six cent quatre-vingt-neuf mille six cent quatre-vingt-neuf euros et deux centimes (EUR 689.689,02), par l'Associé et par Madame Nancy MEISCH à libérer intégralement par un apport en nature.

4. Modification de l'alinéa 1^{er} de l'article 5 des statuts de la Société, afin de refléter l'augmentation de capital de la Société.

5. Divers.

a requis le notaire soussigné d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé unique a décidé d'augmenter le capital social de la Société à concurrence d'un montant de trente-sept mille cinq cents euros (EUR 37.500,00) pour le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,00) à un montant de cinquante mille euros (EUR 50.000,00).

Deuxième résolution

L'Associé unique a décidé d'émettre trente-sept mille cinq cents (37.500) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, ayant les mêmes droits et privilèges que les parts sociales existantes.

Souscription - Paiement

Ensuite a comparu Madame Nancy MEISCH née le 25 novembre 1971 à Luxembourg (matricule 1971 1125 18684), employée, demeurant au 37, rue Dicks, L-3448 Dudelange, Grand-Duché de Luxembourg (le «Souscripteur»). Le Souscripteur a déclaré souscrire à dix-huit mille sept cent cinquante (18.750) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,00) chacune, avec paiement d'une prime d'émission d'un montant total de trois cent quarante-quatre mille huit cent quarante-quatre euros et cinquante-et-un centimes (EUR 344.844,51).

L'Associé unique, préqualifié, a déclaré souscrire à dix-huit mille sept cent cinquante (18.750) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,00) chacune, avec paiement d'une prime d'émission d'un montant total de trois cent quarante-quatre mille huit cent quarante-quatre euros et cinquante-et-un centimes (EUR 344.844,51).

Le Souscripteur et l'Associé déclarent vouloir libérer intégralement ces parts sociales souscrites par un apport en nature consistant en un immeuble appartenant à la communauté légale de biens existant entre les époux Jean Marie KONTZ -Nancy MEISCH, inscrit au cadastre du Grand-Duché de Luxembourg comme suit (l'«Apport»):

Commune de Dudelange, section C de Dudelange, numéro cadastral 1382/9924, lieu-dit «Rue Mme Mayrisch de St Hubert», terrain à bâtir, contenant 14 ares 53 centiares.

Origine de la propriété de l'Apport

Les Apports appartiennent à la communauté légale de bien existant entre l'associé et le Souscripteur pour leur avoir été attribués en échange de propres leurs ayant appartenu avant remembrement tel que spécifié au titre de propriété dudit acte de remembrement reçu par Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, et Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, en date du 13 mars 2014, transcrit au deuxième bureau des hypothèques à Luxembourg, le 22 mai 2014, volume 2031, numéro 18.

Evaluation de l'Apport

L'Apport représente un montant total de sept cent vingt-sept mille cent quatre-vingt-neuf euros et deux centimes (EUR 727.189,02).

L'Associé et le Souscripteur ont déclaré qu'un rapport a été établi par le gérant unique de la Société dans lequel l'Apport est décrit et évalué (le «Rapport»).

Les conclusions du Rapport sont les suivantes:

«Sur base de la méthode d'évaluation, tel que décrite ci-dessus, le soussigné n'a pas d'observations quant à la valeur totale de l'Apport qui correspond au moins au nombre et à la valeur nominale des trente-sept mille cinq cents (37.500) parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,00) chacune (total EUR 37.500,00), à émettre avec une prime d'émission d'un montant total de six cent quatre-vingt-neuf mille six cent quatre-vingt-neuf euros et deux centimes (EUR 689.689,02).».

Le Rapport restera annexé au présent acte pour être soumis ensemble aux formalités de l'enregistrement.

Conditions de l'Apport

L'entrée en jouissance est fixée à ce jour, date à laquelle les impôts fonciers et autres redevances sont à charge de la Société.

L'Apport est apporté dans l'état dans lequel il se trouve actuellement avec toutes les appartenances et dépendances, ainsi qu'avec toutes les servitudes actives et passives, occultes ou apparentes, continues ou discontinues pouvant y être attachées.

Il n'est donné aucune garantie pour les contenances exactes de l'immeuble ni pour les autres indications cadastrales, la différence excédât-elle un vingtième de celle indiquée au cadastre, dont le plus ou le moins tournera au profit ou à la perte de la Société.

Il est certifié que l'Apport qui fait l'objet des présentes est libre de toutes dettes et charges hypothécaires.

A partir de ce jour toutes les impositions et contributions généralement quelconques concernant l'Apport sont à charge de la Société.

Il est renoncé pour autant que de besoin à toutes inscriptions d'office et le conservateur des hypothèques est expressément dispensé de prendre inscription d'office lors de la transcription du présent acte pour quelque cause que ce soit.

L'Apport comprend également tous les éléments incorporels tels que contrats de location, ainsi que tous les droits quelconques, créances, bénéfices et avantages découlant ou pouvant découler de toutes conventions conclues avec des tiers et de tous litiges.

La Société est tenue de respecter les baux soit verbaux soit écrits pouvant exister et sera par contre subrogée dans tous les droits des souscripteurs contre les locataires.

Troisième résolution

L'Associé unique a décidé d'accepter lesdites souscriptions et lesdits paiements et d'émettre les trente-sept mille cinq cents (37.500) parts sociales nouvelles conformément aux souscriptions mentionnées ci-dessus.

Quatrième résolution

L'Associé et Madame Nancy MEISCH, préqualifiée, en sa qualité de nouvelle associée de la Société, ont décidé, unanimement, de modifier l'alinéa 1^{er} de l'article 5 de la Société pour refléter les résolutions ci-dessus concernant l'augmentation de capital de la Société. Ledit alinéa sera dorénavant rédigé comme suit:

«Le capital social est fixé à cinquante mille euros (EUR 50.000,00), représenté par cinquante mille (50.000) parts sociales, ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,00) chacune, et étant intégralement libérées.».

Frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature payable par la Société en raison du présent acte sont évalués à deux mille trois cent euros (EUR 2.300,-), hors les droits d'enregistrement et de transcription.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux parties comparantes, connues du notaire instrumentaire par leurs noms, prénoms usuels, état et demeure, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: KONTZ, MOUTRIER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 23/07/2014. Relation: EAC/2014/10226. Reçu quatre mille trois cent soixante-trois euros quatorze cents 4.363,14 €.

Le Receveur ff. (signé): HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 04 août 2014.

Référence de publication: 2014121473/113.

(140139922) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

Ontex I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 739.503.625,65.

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 153.335.

In the year two thousand and fourteen, on the first day of July,

Before us Maître Carlo WERSANDT, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting of the sole shareholder of Ontex I S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxembourg, having a share capital of four hundred fifty-nine million five hundred three thousand six hundred twenty-five euro and sixty-five cents (EUR 459,503,625.65), with registered office at 2, rue du Fossé, L-1536 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated following a deed of the undersigned notary, dated 25 May 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1451 of 15 July 2010 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 153335 (the "Company"). The articles of association of the Company have for the last time been amended following a deed of the undersigned notary, dated 30 June 2014, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The meeting was declared open at 10:30 a.m. by Mrs. Florence FORSTER, employee, with professional address in Luxembourg, in the chair, who appointed as secretary Mrs. Mélody BRUNOT, employee, with professional address in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Mrs. Nirida NHOUYVANISVONG, employee, with professional address in Luxembourg.

The bureau of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to record the following:

(i) That the agenda of the meeting was the following:

Agenda

1 To increase the corporate capital of the Company by an amount of two hundred eighty million euro (EUR 280,000,000.-) so as to raise it from its present amount of four hundred fifty-nine million five hundred three thousand six hundred twenty-five euro and sixty-five euro cents (EUR 459,503,625.65) to seven hundred thirty-nine million five hundred three thousand six hundred twenty-five euro and sixty-five cents (EUR 739,503,625.65).

2 To issue twenty-eight billion (28,000,000,000) new shares with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01), having the same rights and privileges as the existing shares.

3 To accept subscription for these twenty-eight billion (28,000,000,000) new shares and to accept full payment in cash for these new shares.

4 To amend paragraph 1 of Article 5 of the articles of association of the Company in order to reflect the capital increase.

5 Miscellaneous.

(ii) That the shareholder represented, the proxyholder of the represented shareholder and the number of the shares held by the shareholder are shown on an attendance-list; this attendance-list, signed by the proxyholders of the represented shareholder, the bureau of the meeting and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

(iii) That the proxy of the represented shareholder, signed by the proxyholder, the bureau of the meeting and the undersigned notary will also remain annexed to the present deed.

(iv) That the whole corporate capital was represented at the meeting and the sole shareholder represented declared that it had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, and waived its right to be formally convened.

(v) That the meeting was consequently regularly constituted and could validly deliberate on all the items of the agenda.

(vi) That the sole shareholder took the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder resolved to increase the corporate capital of the Company by an amount of two hundred eighty million euro (EUR 280,000,000.-) so as to raise it from its present amount of four hundred fifty-nine million five hundred three thousand six hundred twenty-five euro and sixty-five euro cents (EUR 459,503,625.65) to seven hundred thirty-nine million five hundred three thousand six hundred twenty-five euro and sixty-five cents (EUR 739,503,625.65).

Second resolution

The sole shareholder resolved to issue twenty-eight billion (28,000,000,000) new shares with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01), having the same rights and privileges as the existing shares.

Third resolution

Subscription - Payment

Thereupon appeared Ontex Group NV, a company governed by the laws of Belgium and listed on the regulated market of Euronext Brussels, having its registered office at Korte Keppestraat 21/31, 9320 Erembodegem, registered with the Register of Legal Entities (Ghent, division Dendermonde) under number 0550.880.915 (the "Subscriber"), represented by Mrs. Florence FORSTER, pre-named, by virtue of a proxy given under private seal, which proxy, signed by the proxyholder, the bureau of the meeting and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed.

The Subscriber declared to subscribe for twenty-eight billion (28,000,000,000) new shares with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each and to fully pay in cash for these shares.

The amount of two hundred eighty million euro (EUR 280,000,000.-) was thus as from that moment at the disposal of the Company, evidence thereof having been submitted to the undersigned notary.

The general meeting of the sole shareholder resolved to accept said subscription and payment and to allot the twenty-eight billion (28,000,000,000) new shares to the Subscriber.

Fourth resolution

The sole shareholder resolved to amend paragraph 1 of Article 5 of the articles of association of the Company in order to reflect the above resolutions. Said article will from now on read as follows:

"The issued capital of the Company is set at seven hundred thirty-nine million five hundred three thousand six hundred twenty-five euro and sixty-five cents (EUR 739,503,625.65) divided into seventy-three billion nine hundred fifty million three hundred sixty-two thousand five hundred sixty-five (73,950,362,565) ordinary shares, with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each (the "Ordinary Shares")."

There being no other business to be discussed, the meeting was adjourned.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at six thousand seven hundred euro (EUR 6,700.-).

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing persons, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the appearing persons, known to the notary by their name, first name, civil status and residence, the said appearing persons have signed together with Us, the notary, the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le premier jour de juillet,

Par-devant nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

a été tenue

une assemblée générale extraordinaire de l'associé unique de Ontex I S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois, ayant un capital social de quatre cent cinquante-neuf millions cinq cent trois mille six cent vingt-cinq euros et soixante-cinq centimes (EUR 459.503.625,65), ayant son siège social au 2, rue du Fossé, L-1536 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, constituée suivant acte du notaire soussigné, en date du 25 mai 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1451 du 15 juillet 2010 et inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 153335 (la «Société»). Les statuts ont été modifiés la dernière fois par un acte du notaire soussigné en date du 30 juin 2014, pas encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

L'assemblée a été déclarée ouverte à 10.30 heures par Madame Florence FORSTER, employée, avec adresse professionnelle à Luxembourg, président de l'assemblée, qui a nommé comme secrétaire de l'assemblée Madame Mélody BRUNOT, employée, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

L'assemblée a élu en tant que scrutateur Madame Nirida NHOUYVANISVONG, employée, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le bureau de l'assemblée étant ainsi constitué, le président a déclaré et requis le notaire d'acter ce qui suit:

(i) L'ordre du jour de l'assemblée était le suivant:

Ordre du jour

1 Augmentation du capital social de la Société à concurrence de deux cent quatre-vingts millions d'euros (EUR 280.000.000,-) pour le porter de son montant actuel de quatre cent cinquante-neuf millions cinq cent trois mille six cent vingt-cinq euros et soixante-cinq centimes (EUR 459.503.625,65) à sept cent trente-neuf millions cinq cent trois mille six cent vingt-cinq euros et soixante-cinq centimes (EUR 739.503.625,65).

2 Émission de vingt-huit milliards (28.000.000.000) de parts sociales nouvelles d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01), ayant les mêmes droits et privilèges que les parts sociales existantes.

3 Acceptation de la souscription de ces vingt-huit milliards (28.000.000.000) de parts sociales nouvelles à libérer intégralement en espèces.

4 Modification de l'alinéa 1 de l'article 5 des statuts de la Société, afin de refléter l'augmentation de capital.

5 Divers.

(ii) L'associé représenté, le mandataire de l'associé représenté et le nombre de parts sociales détenues par l'associé sont décrits sur une liste de présence, cette liste de présence, signée, par les mandataires de l'associé représenté, le bureau de l'assemblée et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte à enregistrer concomitamment auprès des autorités compétentes.

(iii) La procuration de l'associé représenté, signée par le mandataire, le bureau de l'assemblée et le notaire soussigné restera également annexée au présent acte.

(iv) L'intégralité du capital social est représentée à l'assemblée et l'associé unique représenté a déclaré avoir été dûment convoqué et eu connaissance de l'ordre du jour avant la tenue de l'assemblée, et a renoncé à son droit d'être convoqué de manière formelle.

(v) L'assemblée a par conséquent été régulièrement constituée et a pu valablement délibérer sur tous les points inscrits à l'ordre du jour.

(vi) L'associé unique a adopté les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique a décidé d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de deux cent quatre-vingts millions d'euros (EUR 280.000.000,-) pour le porter de son montant actuel de quatre cent cinquante-neuf millions cinq cent trois mille six cent vingt-cinq euros et soixante-cinq centimes (EUR 459.503.625,65) à sept cent trente-neuf millions cinq cent trois mille six cent vingt-cinq euros et soixante-cinq centimes (EUR 739.503.625,65).

Deuxième résolution

L'associé unique a décidé d'émettre vingt-huit milliards (28.000.000.000) de parts sociales nouvelles d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01), ayant les mêmes droits et privilèges que les parts sociales existantes.

Troisième résolution

Souscription - Paiement

Ensuite a comparu Ontex Group NV, une société régie par le droit belge et cotée sur le marché réglementé Euronext de Bruxelles, ayant son siège social à Korte Kepestraat 21/31, 9320 Erembodegem, inscrite auprès du Registre des Entités

Lécales (Ghent, division Dendermonde) sous le numéro 0550.880.915 (le «Souscripteur»), représentée par Madame Florence FORSTER, pré-qualifiée, en vertu d'une procuration sous seing privé lui donnée, qui, après avoir été signée par le mandataire, le bureau de l'assemblée et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte.

Le Souscripteur a déclaré souscrire vingt-huit milliards (28.000.000.000) de parts sociales d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune à libérer intégralement en espèces.

Le montant de deux cent quatre-vingt-millions d'euros (EUR 280.000.000,-) a dès lors été à la disposition de la Société à partir de ce moment, la preuve ayant été rapportée au notaire soussigné.

L'associé unique a décidé d'accepter ladite souscription et ledit paiement et d'allouer les vingt-huit milliards (28.000.000.000) de parts sociales nouvelles au Souscripteur.

Quatrième résolution

L'associé unique a décidé de modifier l'alinéa 1 de l'article 5 des statuts de la Société pour refléter les résolutions ci-dessus. Ledit alinéa sera dorénavant rédigé comme suit:

«Le capital social émis par la Société est fixé à sept cent trente-neuf millions cinq cent trois mille six cent vingt-cinq euros et soixante-cinq centimes (EUR 739.503.625,65) représenté par soixante-treize milliards neuf cent cinquante millions trois cent soixante-deux mille cinq cent soixante-cinq (73.950.362.565) parts sociales ordinaires, avec une valeur nominale d'un centime (EUR 0.01) chacune (les «Parts Sociales Ordinaires»).»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature payables par la Société en raison du présent acte sont évalués à six mille sept cents euros (EUR 6.700,-).

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et français, déclare par les présentes, qu'à la requête des comparants le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête des mêmes comparants, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, état civil et domiciles, lesdits comparants ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: F. FORSTER, M. BRUNOT, N. NHOUYVANISVONG, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 3 juillet 2014 LAC/2014/30796. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 11 juillet 2014.

Référence de publication: 2014124983/174.

(140142055) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

CS Holding Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 189.284.

STATUTES

In the year two thousand fourteen, on the first of August.

Before Us, Maître Jean-Paul Meyers, notary residing in Rambrouch, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Connaught Hill Investments S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 6D, Route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 178.298,

here represented by Ms Claire Guilbert, Avocat, with professional address in Luxembourg, by virtue of a proxy given in form of private seal.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as stated herein-above, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. There exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name "CS Holding Luxembourg S.à r.l." (hereafter the "Company"), governed by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (hereafter the "Law"), as well as by the present articles of association (hereafter the "Articles").

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in the municipality of Niederanven. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the board of managers of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which shall be adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

2.2. Subsidiaries, branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers of the Company. In the event that the board of managers of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Object.

3.1. The object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such equity stake. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other way any stock, shares and other securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

3.2. The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt or equity securities to its subsidiaries or other companies of its group. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or the obligations and undertakings of any other company, and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person of its group.

3.3. The purpose of the Company includes in particular the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of immovable properties either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad as well as all operations relating to immovable properties, including the direct or indirect holding of equities in Luxembourg or foreign companies, having as principal object the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of immovable properties.

3.4. The Company shall not be acting as an alternative investment fund as defined in the law of 12 July 2013 on Alternative Investment Fund Managers and shall not carry out any other activity which would be subject to supervision by the Commission de Surveillance du Secteur Financier. In particular, the Company will not (directly or indirectly) actively market its shares or other securities to investors.

3.5 The Company may carry out any commercial, financial or industrial activities which it may deem useful in accomplishment of its purpose.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period of time.

4.2 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The Company's share capital is fixed at twelve thousand six hundred euro (EUR 12,600.-) represented by twelve thousand six hundred (12,600) shares in registered form with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each.

5.2. The share capital of the Company may be increased or reduced on one or more occasions by a resolution of the single shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. The Company's shares are indivisible as only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative in their dealings with the Company.

6.2. Shares are freely transferable among shareholders. The transfer of shares to non-shareholders is subject to the prior approval of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the share capital of the Company.

6.3. A share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the civil code.

6.4. A share register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each shareholder who so requests.

6.5. The Company may redeem its own shares within the limits set forth by the Law.

III. Management - Representation

Art. 7. Board of managers.

7.1. The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which sets the term of their office. The manager(s) do not need to be shareholder(s). If there is more than one manager, the managers form a board of managers.

7.2. The managers, and each of them, may be dismissed ad nutum (without any reason).

Art. 8. Powers of the board of managers.

8.1. All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the single manager or, if the Company is managed by more than one manager, the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.2. Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, either shareholders or not, by the manager, or if there is more than one manager, by any two managers acting jointly.

Art. 9. Procedure.

9.1. The board of managers shall meet as often as the Company's interests so requires or upon the call of any manager at the place indicated in the convening notice.

9.2. Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance of the date set for such meeting, except in the case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

9.3. No such convening notice is required if all members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, or by facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company.

9.4. Any manager of the Company may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing another manager of the Company as his proxy.

9.5. The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the board of managers are validly taken by the majority of the votes cast. The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by all the managers present or represented at the meeting.

9.6. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting. Notwithstanding the previous sentence, all managers shall be physically present in Luxembourg in order to attend a meeting of the board of managers at least once a year.

9.7. In lieu of a meeting of the managers, circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

Art. 10. Representation. The Company shall be bound towards third parties in all matters by the sole signature of the sole manager or in case of plurality of managers, by the joint signatures of any two managers or by the single or joint signature(s) of any person(s) to whom such signatory power has been validly delegated.

IV. General meetings of shareholders

Art. 11. Powers and voting rights.

11.1. The single shareholder assumes all powers conferred by the Law to the general meeting of shareholders.

11.2. Each shareholder has voting rights commensurate with its shareholding.

11.3. Each shareholder may appoint any person or entity as his attorney pursuant to a written proxy given by letter, facsimile or e-mail, to represent him at the general meetings of shareholders.

Art. 12. Form - Quorum - Majority.

12.1. If there are not more than twenty-five (25) shareholders, holding general meetings is not required and resolutions by the shareholders may be taken by circular resolution, the text of which shall be sent to all shareholders in writing, whether in original or by facsimile or e-mail. The shareholders shall cast their vote by signing the circular resolution. The signatures of the shareholders may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

12.2. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

12.3. Notwithstanding article 12.2 of these Articles, resolutions to amend the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital.

V. Annual accounts - Allocation of profits

Art. 13. Accounting Year.

13.1. The accounting year of the Company shall begin on the first day of January of each year and end on the thirty-first day of December.

13.2. Each year, with reference to the end of the Company's year, the board of managers must prepare the balance sheet and the profit and loss accounts of the Company as well as an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising all of the Company's commitments and the indebtedness of the managers, the auditor(s) (if any) and shareholders to the Company.

13.3. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 14. Allocation of Profits.

14.1. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses, represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to the statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

14.2. The general meeting of shareholders has discretionary power to dispose of the surplus. It may in particular allocate such profit to the payment of a dividend or transfer it to the reserve or carry it forward.

14.3. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

- (i) a statement of accounts or an inventory or report is established by the board of managers;
- (ii) this statement of accounts, inventory or report shows that sufficient funds are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the prior financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves but decreased by carried forward losses and amounts to be allocated to the statutory reserve;
- (iii) the decision to pay interim dividends is taken by the board of managers; and
- (iv) the rights of the creditors of the Company are not affected.

VI. Dissolution - Liquidation

15.1. In the event of the dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be shareholders, appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided in the resolution of the shareholder(s) or by law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realisation of the assets and payments of the liabilities of the Company.

15.2. The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the shareholder or, in the case of multiple shareholders, to the shareholders in proportion to the shares held by each shareholder of the Company.

VII. General provision

16. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provision

The first accounting year shall begin on the date of this deed and shall end on 31 December 2014.

Subscription - Payment

Thereupon, Connaught Hill Investments S.à r.l., as aforementioned, declares to subscribe for twelve thousand six hundred (12,600) shares in registered form, each with a nominal value of one euro (EUR 1.-), for the price of twelve thousand six hundred euro (EUR 12,600.-).

The shares so subscribed have been fully paid up by way of a contribution in cash so that the amount of twelve thousand six hundred euro (EUR 12,600.-) is at the free disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary.

The total contribution in the amount of twelve thousand six hundred euro (EUR 12,600.-) is entirely allocated to the share capital.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand euro (EUR 1,000.-).

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder of the Company, representing the entirety of the subscribed share capital, has passed the following resolutions:

1. The following persons are appointed as managers of the Company for an indefinite period:

- Mr Erwan LE BERRE, Managing Director, born on 17 November 1972 in Bourges, France, with business address at 6D, route de Trèves, L-2633 Senningerberg;

- Mr Robert FABER, private employee, born on 15 May 1964 in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, residing professionally at 121, avenue de la Faiencerie, L-1511 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and

- Mr Matthias LUECKER, CEO, born on 16 December 1968 in Darmstadt, Germany, with professional address at 6D, route de Trèves, L-2633 Senningerberg.

2. The registered office of the Company is established at 6D, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a German version and in the case of divergence between the English and the German text, the English version will prevail.

WHEREOF the present deed was drawn-up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the person appearing, said proxyholder signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorausgehenden Textes

Im Jahre zweitausendundvierzehn, am ersten August.

Vor Uns, Maître Jean-Paul Meyers, Notar mit Amtssitz in Rambrouch, Großherzogtum Luxemburg.

IST ERSCIENEN:

Connaught Hill Investments S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, gegründet und bestehend nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg mit Sitz in 6D, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragenen Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 178.298,

hier vertreten durch Frau Claire Guilbert, Avocat, mit Geschäftsadresse in Luxemburg, aufgrund einer Vollmacht, die privatschriftlich erteilt worden ist.

Diese Vollmacht bleibt, nachdem sie vom Bevollmächtigten und dem unterzeichneten Notar "ne varietur" unterzeichnet wurde, dieser Urkunde zum Zweck der Registrierung als Anlage beigefügt.

Die erschienen Partei, vertreten wie oben dargestellt, hat den unterzeichneten Notar ersucht, die Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), die hiermit gegründet wird, wie folgt zu beurkunden:

Bezeichnung - Gesellschaftssitz - Gesellschaftszweck - Dauer

Art. 1. Bezeichnung. Es besteht eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) unter der Bezeichnung "CS Holding Luxembourg S.à r.l." (nachstehend die „Gesellschaft“), die dem Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften in seiner jeweils gültigen Fassung (nachstehend das „Gesetz“), sowie gegenwärtiger Satzung (nachstehend die „Satzung“) unterliegt.

Art. 2. Gesellschaftssitz.

2.1. Der Sitz der Gesellschaft ist in der Gemeinde Niederanven. Er kann durch einfachen Beschluss des Geschäftsführers der Gesellschaft an einen anderen Ort innerhalb der Gemeinde verlegt werden. Des Weiteren kann der Sitz durch einen Beschluss des Alleingeschafters oder der Gesellschafterversammlung gemäß der Art und Weise, wie sie für Satzungsänderungen vorgesehen ist, an einen anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

2.2. Filialen, Zweigniederlassungen und andere Geschäftsräume können entweder im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland durch einen Beschluss des Geschäftsführerrates der Gesellschaft errichtet werden. Sollte der Geschäftsführerrat der Gesellschaft beschließen, dass außergewöhnliche politische oder militärische Entwicklungen oder Ereignisse bestehen oder vorauszusehen sind und dass diese Entwicklungen oder Ereignisse die normale Geschäftstätigkeit am Sitz der Gesellschaft oder die Verbindung derselben mit dem Ausland behindern würden oder eine solche Behinderung vorauszusehen ist, kann der Sitz vorübergehend ins Ausland verlegt werden bis zur vollständigen Wiederherstellung normaler Verhältnisse. Derartige provisorische Maßnahmen haben keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz der provisorischen Sitzverlegung des Gesellschaftssitzes eine Luxemburger Gesellschaft bleibt.

Art. 3. Gesellschaftszweck.

3.1. Der Gegenstand der Gesellschaft ist der Erwerb von Beteiligungen jeglicher Form an Luxemburger oder ausländischen Gesellschaften oder Unternehmen, sowie die Verwaltung solcher Beteiligungen. Insbesondere darf die Gesellschaft Aktien, Anteile und andere Wertpapiere, Anleihen, Schuldverschreibungen, Geldmarkteinlagen und andere Schuldtitel aller Art, sowie generell alle Wertschriften und Finanzinstrumente, die von öffentlichen oder privaten Gesellschaften jeder Art ausgegeben werden, durch Zeichnung, Kauf oder Tausch oder anderweitig erwerben. Sie kann an der Gründung, Entwicklung, Verwaltung und Aufsicht aller Gesellschaften oder Unternehmen teilnehmen. Des Weiteren kann sie in den Erwerb und die Verwaltung eines Bestands von Patenten oder anderen geistigen Eigentumsrechten jeder Art oder jeden Ursprungs investieren.

3.2. Die Gesellschaft kann Darlehen jeder Art aufnehmen, ausgenommen solche durch öffentliche Angebote. Sie kann, jedoch nur durch Privatplatzierung, Schuldscheine, Anleihen und Schuldverschreibungen, sowie jede Art von Schuldtiteln und/oder Dividendenpapieren ausgeben. Die Gesellschaft kann an ihre Tochtergesellschaften oder andere der Unternehmensgruppe angegliederte Gesellschaften, einschließlich, jedoch nicht beschränkt auf, die Erlöse aus Kreditverbindlichkeiten und/oder Emissionen von Schuld- oder Dividendenpapieren. Die Gesellschaft kann ebenfalls in Bezug auf ihr gesamtes oder teilweises Vermögen Sicherheiten leisten; sie kann verpfänden, übertragen, belasten oder auf andere Weise Sicherheiten bestellen und gewähren, um ihren eigenen Verpflichtungen und Vereinbarungen und/oder den Verpflichtungen und Vereinbarungen jeder anderen Gesellschaft nachzukommen, und generell zu eigenem Nutzen und/oder zum Nutzen jeder anderen Gesellschaft oder Person der Unternehmensgruppe.

3.3. Der Zweck der Gesellschaft umfasst insbesondere den Erwerb, die Entwicklung, die Förderung, den Verkauf, die Verwaltung und / oder die Vermietung von Immobilien entweder im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland sowie alle Tätigkeiten im Zusammenhang mit Immobilien, einschließlich das direkte oder indirekte Halten von Beteiligungen an Luxemburger oder ausländischen Gesellschaften, die als Hauptaufgabe den Erwerb, die Entwicklung, die Förderung, den Verkauf, die Verwaltung und /oder die Vermietung von Immobilien haben.

3.4. Die Gesellschaft wird nicht als alternativer Investmentfonds im Sinne des Gesetzes vom 12. Juli 2013 über die Verwalter alternativer Investmentfonds handeln und wird keine andere Tätigkeit ausüben, die der Aufsicht der Commission de Surveillance du Secteur Financier unterliegen würde. Die Gesellschaft wird insbesondere nicht aktiv ihre Anteile oder andere Wertpapiere (direkt oder indirekt) an Anleger vertreiben.

3.5 Die Gesellschaft darf alle Handels-, Finanz- und Gewerbetätigkeiten ausüben, die dazu bestimmt sind, ihren Gesellschaftszweck zu fördern oder die sich auf ihren Gesellschaftszweck beziehen.

Art. 4. Dauer.

4.1. Die Gesellschaft wird für unbestimmte Dauer gegründet.

4.2. Die Gesellschaft wird nicht aufgelöst durch den Tod eines Gesellschafters oder mehrerer Gesellschafter, durch die zeitweilige Aufhebung von Bürgerrechten, Rechtsunfähigkeit, Insolvenz, Zahlungsunfähigkeit oder ähnliche Vorkommnissen, die einen oder mehrere Gesellschafter betreffen.

II. Kapital - Gesellschaftsanteile

Art. 5. Kapital.

5.1. Das Kapital der Gesellschaft beträgt zwölftausendsechshundert Euro (EUR 12.600,-) und besteht aus zwölftausendsechshundert (12.600) Namensanteilen mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1,-) pro Anteil.

5.2. Das Stammkapital der Gesellschaft kann jederzeit durch einen Beschluss des Alleingesellschafters oder, gegebenenfalls, durch die Gesellschafterversammlung in der Art und Weise, wie sie für Satzungsänderungen vorgesehen ist, erhöht oder reduziert werden.

Art. 6. Gesellschaftsanteile.

6.1. Die Anteile der Gesellschaft sind unteilbar, da je Gesellschaftsanteil nur ein Eigentümer anerkannt wird. Miteigentümer müssen eine einzige Person als ihren Vertreter gegenüber der Gesellschaft ernennen.

6.2. Die Anteile sind zwischen den Gesellschaftern frei übertragbar. Die Übertragung von Anteilen an Nicht-Gesellschafter unterliegt der vorherigen Zustimmung der Versammlung der Gesellschafter, die mindestens drei Viertel des Stammkapitals der Gesellschaft vertreten.

6.3 Eine Anteilsübertragung bindet die Gesellschaft oder Dritte nur im Falle einer Mitteilung an die Gesellschaft oder einer Zustimmung der Gesellschaft gemäß Artikel 1690 des Luxemburger Code Civil.

6.4. Am Sitz der Gesellschaft wird gemäß den Bestimmungen des Gesetzes ein Anteilsregister aufbewahrt, das von jedem Gesellschafter, der dies verlangt, eingesehen werden kann.

6.5. Die Gesellschaft kann im Rahmen der Bestimmungen des Gesetzes ihre eigenen Anteile zurückkaufen.

III. Geschäftsführung - Vertretung

Art. 7. Geschäftsführerrat.

7.1. Die Gesellschaft wird von einem oder mehreren Geschäftsführern verwaltet, welche als solche durch einen Beschluss des alleinigen Gesellschafters oder der Gesellschafterversammlung, die ihre Amtszeit festlegt, ernannt werden. Der/die Geschäftsführer muss/müssen nicht Gesellschafter sein. Gibt es mehr als einen Geschäftsführer, bilden die Geschäftsführer einen Geschäftsführungsrat.

7.2. Die Geschäftsführer, und jeder einzelne von ihnen, können ad nutum vom Amt abgesetzt werden (ohne jeden Grund).

Art. 8. Vollmachten des Geschäftsführerrates.

8.1. Alle Befugnisse, die nicht ausdrücklich per Gesetz oder durch die gegenwärtige Satzung der Gesellschafterversammlung vorbehalten sind, fallen unter den Zuständigkeitsbereich des alleinigen Geschäftsführers oder, falls die Gesellschaft von mehreren Geschäftsführern verwaltet wird, des Geschäftsführerrates, der unbeschränkte Vollmacht zu Handlungen im Namen der Gesellschaft und zur Genehmigung von Geschäften und Handlungen, die mit dem Gesellschaftszweck in Einklang stehen, hat.

8.2. Sondervollmachten und begrenzte Vollmachten können für bestimmte Angelegenheiten vom alleinigen Geschäftsführer, oder im Falle von mehreren Geschäftsführern, von zwei beliebigen Geschäftsführern gemeinsam, an einen oder mehrere Vertreter übertragen werden, die keine Gesellschafter zu sein brauchen.

Art. 9. Verfahren.

9.1. Der Geschäftsführerrat tritt an dem Ort, der in den Einberufungsschreiben angegeben ist, so häufig, wie es den Interessen der Gesellschaft entspricht, oder auf Einberufung eines Geschäftsführers zusammen.

9.2. Jedes Mitglied des Geschäftsführerrates erhält wenigstens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem vorgesehenen Zeitpunkt der Sitzung ein Einberufungsschreiben, außer im Falle einer Dringlichkeit, in welchem Falle die Natur und die Gründe dieser Dringlichkeit im Einberufungsschreiben angegeben werden müssen.

9.3. Ein Einberufungsschreiben ist nicht erforderlich, wenn alle Mitglieder des Geschäftsführerrates der Gesellschaft in einer Sitzung anwesend oder vertreten sind und erklären, über die Sitzung rechtmäßig informiert worden zu sein und die Tagesordnung zu kennen. Es kann von jedem Mitglied des Geschäftsführerrates der Gesellschaft per Brief, Faksimile oder Email auf das Einberufungsschreiben verzichtet werden.

9.4. Jedes Mitglied des Geschäftsführerrates kann sich in der Sitzung des Geschäftsführerrates aufgrund einer Vollmacht durch ein anderes Mitglied des Geschäftsführerrates vertreten lassen.

9.5. Der Geschäftsführerrat ist nur beschlussfähig, wenn mindestens die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist. Beschlüsse des Geschäftsführerrates werden mit der einfachen Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst. Die Beschlüsse des Geschäftsführerrates werden in Protokollen festgehalten, die von allen in der Sitzung anwesenden oder vertretenen Geschäftsführern unterzeichnet sind.

9.6. Jedes Mitglied des Geschäftsführerrates kann durch eine telefonische oder visuelle Konferenzschaltung oder durch ein anderes Kommunikationsmittel an einer Sitzung teilnehmen, vorausgesetzt, jeder Teilnehmer an der Sitzung kann alle anderen verstehen und alle Teilnehmer können miteinander sprechen. Die Teilnahme an einer Sitzung in dieser Weise entspricht einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung. Ungeachtet des vorhergehenden Satzes haben alle Geschäftsführer in Luxemburg mindestens einmal jährlich persönlich anwesend zu sein, um an einer Sitzung des Verwaltungsrates teilzunehmen.

9.7. Anstelle einer Sitzung der Geschäftsführer sind von allen Geschäftsführern unterzeichnete Zirkularbeschlüsse ebenso gültig und verbindlich wie Beschlüsse, die in einer ordentlich einberufenen und abgehaltenen Sitzung gefasst wurden. Diese Unterschriften können auf einem einzigen Dokument oder auf mehreren Exemplaren eines gleichlautenden Beschlusses geleistet, und schriftlich oder per Faksimile bestätigt werden.

Art. 10. Vertretung. Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft durch Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers, oder, im Falle mehrerer Geschäftsführer, durch die gemeinsame Unterschrift von zwei beliebigen Geschäftsführern gebunden, sowie durch die alleinige oder gemeinsame Unterschrift durch jegliche Person(en), der/denen eine entsprechende Befugnis wirksam übertragen wurde/wird.

IV. Gesellschafterversammlungen

Art. 11. Vollmachten und Stimmrechte.

11.1. Ein etwaiger alleiniger Gesellschafter übt die Befugnisse aus, die der Generalversammlung gemäß dem Gesetz zustehen.

11.2. Die Anzahl der Stimmen jedes Gesellschafters richtet sich proportional nach der Anzahl seiner Gesellschaftsanteile.

11.3. Jeder Gesellschafter kann eine natürliche oder juristische Person per Brief, Faksimile oder Email zu seinem Vertreter bestellen, um ihn bei den Gesellschafterversammlungen zu vertreten.

Art. 12. Form - Beschlussfähige Anzahl - Mehrheit.

12.1. Falls die Anzahl der Gesellschafter fünfundzwanzig (25) nicht übersteigt, sind Gesellschafterversammlungen nicht erforderlich und die Gesellschafter können ihre Entscheidungen durch Zirkularbeschluss fassen, dessen Text schriftlich, sei es im Original oder über Faksimile oder Email, an alle Gesellschafter geschickt wird. Die Gesellschafter geben ihre Stimme durch Unterzeichnung des Zirkularbeschlusses ab. Die Unterschriften der Gesellschafter können auf einem einzigen Dokument oder auf mehreren Exemplaren eines gleichlautenden Beschlusses geleistet werden, und per Brief oder per Faksimile bestätigt werden.

12.2. Die Beschlüsse der Gesellschafter sind nur rechtswirksam, wenn sie von Gesellschaftern gefasst werden, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten.

12.3. In Abweichung von Artikel 12.2 dieser Satzung erfordert eine Satzungsänderung und die Auflösung und Liquidation der Gesellschaft die Zustimmung der Mehrheit der Gesellschafter, die wenigstens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten.

V. Jahresabschluss - Gewinnausschüttungen

Art. 13. Geschäftsjahr.

13.1. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt jeweils am ersten Januar eines Kalenderjahres und endet am einunddreißigsten Dezember des Kalenderjahres.

13.2. Am Ende jeden Geschäftsjahres der Gesellschaft hat der Geschäftsführerrat die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung der Gesellschaft, sowie das Inventar, einschließlich der Angabe des Wertes der Aktiva und Passiva der Gesellschaft, zu erstellen, mit einem Anhang, der alle Verpflichtungen der Gesellschaft und die Verbindlichkeiten der Geschäftsführer, des oder der Rechnungskommissare (sofern vorhanden) und der Gesellschafter der Gesellschaft zusammenfasst.

13.3. Jeder Gesellschafter kann am Gesellschaftssitz Einsicht in das Inventar und die Bilanz nehmen.

Art. 14. Gewinnverteilung.

14.1. Der in den Jahreskonten aufgeführte Bruttogewinn der Gesellschaft, nach Abzug der Allgemeinkosten, Tilgungen und Kosten, stellt den Nettogewinn dar. Fünf Prozent (5%) des Nettogewinnes werden der gesetzlichen Rücklage zugeführt, bis diese zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt. 14.2. Die Gesellschafterversammlung kann nach freiem Ermessen über den Überschuss verfügen. Insbesondere kann sie den Gewinn zu einer Dividendenzahlung freigeben, sie der Rücklage zuführen oder als Saldo vortragen.

14.3. Jederzeit können Zwischendividenden unter folgenden Bedingungen ausgeschüttet werden:

- (i) ein Kontenauszug oder ein Inventar oder Bericht wird vom Geschäftsführerrat erstellt;
- (ii) dieser Kontenauszug, dieses Inventar oder dieser Bericht zeigen, dass genügend Geldmittel zur Ausschüttung zur Verfügung stehen; die Höhe dieser Zwischenausschüttungen darf den seit dem letzten Geschäftsjahr realisierten Gewinn - zuzüglich etwaiger Gewinnvorträge und ausschüttbarer Rücklagen, sowie abzüglich etwaiger Verlustvorträge und gesetzlich verpflichtender Rücklagen - nicht übersteigen;
- (iii) die Entscheidung zur Zahlung von Zwischendividenden wird Geschäftsführerrat getroffen; und
- (iv) es wurde zugesichert, dass die Rechte der Gläubiger der Gesellschaft nicht beeinträchtigt werden.

VI. Auflösung - Liquidation

15.1. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren Liquidatoren, die keine Gesellschafter sein müssen, durchgeführt; die Liquidatoren werden durch die Generalversammlung der Gesellschaft oder durch den etwaigen alleinigen Gesellschafter ernannt, durch die/den auch die Befugnisse und Vergütungen der Liquidatoren festgelegt werden. Sofern nicht anders vorgesehen, haben die Liquidatoren alle Befugnisse zur Verwertung des Vermögens und zur Begleichung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

15.2. Der nach Begleichung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft verbleibende Überschuss wird unter den Gesellschaftern im Verhältnis zu dem ihnen zustehenden Kapitalanteil aufgeteilt oder an den etwaigen alleinigen Gesellschafter ausgeschüttet.

VII. Allgemeine Bestimmung

16. Alle nicht in dieser Satzung geregelten Punkte werden durch das Gesetz geregelt.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2014.

Zeichnung - Zahlung

Daraufhin erklärt Connaught Hill Investments S.à r.l., wie vorstehend angegeben, zwölftausendsechshundert (12.600) Gesellschaftsanteile als Namensanteile, jede mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1,-), zum Preis von zwölftausendsechshundert Euro (EUR 12.600,-) zu zeichnen.

Die Einlage für so gezeichnete Gesellschaftsanteile wurde vollständig in bar eingezahlt, so dass der genannte Betrag von zwölftausendsechshundert Euro (EUR 12.600,-) somit zur Verfügung der Gesellschaft steht, wie es dem unterzeichneten Notar nachgewiesen wurde.

Die gesamte Einlage in Höhe von zwölftausendsechshundert Euro (EUR 12.600,-) wird vollständig dem Gesellschaftskapital zugewiesen.

Kosten

Die der Gesellschaft aus Anlass ihrer Gründung entstehenden Kosten, Honorare und Auslagen werden auf ungefähr eintausend Euro (EUR 1.000,-) geschätzt.

Beschlüsse des Alleingeschäfters

Im Anschluss an die Gründung der Gesellschaft hat der Alleingeschäfters der Gesellschaft, der das gesamte Gesellschaftskapital vertritt, folgende Beschlüsse gefasst:

1. Folgende Personen werden auf unbestimmte Zeit zu Geschäftsführern der Gesellschaft ernannt:

- Herr Erwan LE BERRE, Managing Director, geboren am 17. November 1972 in Bourges, Frankreich, geschäftsansässig in 6D, route de Trèves, L-2633 Senningerberg;
- Herr Robert FABER, Privatangestellter, geboren am 15. Mai 1964 in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, geschäftsansässig in 121, Avenue de la Faiencerie, L-1511 Luxemburg; und
- Herr Matthias LUECKER, CEO, geboren am 16. Dezember 1968 in Darmstadt, Deutschland, geschäftsansässig in 6D, route de Trèves, L-2633 Senningerberg.

2. Der Sitz der Gesellschaft ist in 6D, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg.

Der unterzeichnete Notar, der der englischen Sprache kundig ist, stellt hiermit fest, dass auf Ersuchen der vorgenannten Parteien, diese Urkunde in englischer Sprache verfasst ist, gefolgt von einer Übersetzung in deutscher Sprache. Im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, ist die englische Fassung maßgebend.

Worüber diese Urkunde zu Luxemburg unter dem eingangs erwähnten Datum aufgenommen wurde.

Nachdem das Dokument dem Bevollmächtigten der erschienenen Person vorgelesen wurde, hat dieser Bevollmächtigte die vorliegende Urkunde gemeinsam mit dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: Guilbert, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Redange/Attert, le 5 août 2014. Relation: RED/2014/1747. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Kirsch.

AUSFERTIGUNG GEMÄSS GLEICHLAUTENDER URKUNDE Ausgestellt auf Stempelfreiem Papier zwecks Eintragung beim Gesellschaftsregister und Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, den 5. August 2014.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2014127034/433.

(140143730) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2014.

Calimax 1 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 24, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 178.198.

Par résolutions prises en date du 26 juin 2014, l'actionnaire unique a pris les décisions suivantes:

1. Non renouvellement du mandat de commissaire aux comptes de Manfred Schneider, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg;

2. Nomination de Alter Domus Luxembourg S.à r.l., avec siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de commissaire aux comptes, avec effet immédiat et pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2014 et qui se tiendra en 2015;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 juillet 2014.

Référence de publication: 2014124056/16.

(140138555) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

Brede Wohnen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 182.985.

Extrait des décisions prises par le conseil de gérance en date du 13 juin 2014

1. Le siège social a été transféré de L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, avec effet au 30 juin 2014.

Veillez noter que l'adresse professionnelle de Monsieur Mark GORHOLT, Madame Tessa LANG et Monsieur Frank PLETSCHE, se situe désormais au L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert avec effet au 1^{er} mars 2014.

Veillez également noter que le siège social de l'associée unique IW Wohnen S.à r.l. a été transféré de L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Luxembourg, le 5 août 2014.

Pour extrait et avis sincères et conformes

Pour Brede Wohnen S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014124550/18.

(140141434) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

CS Management Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 189.283.

STATUTES

In the year two thousand and fourteen on the first of August.

Before us, Maître Jean-Paul Meyers, notary residing in Rambrouch, Grand Duchy of Luxembourg

THERE APPEARED:

Connaught Hill Investments S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 6D, Route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 178.298,

here represented by Claire Guilbert, Avocat, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in form of private seal.

The said proxy, initialled *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party has requested the officiating notary to enact the deed of incorporation of a public limited liability company (société anonyme) which it wishes to incorporate with the following articles of association:

A. Name - Purpose - Duration - Registered office

Art. 1. Name - Legal Form. There exists a public limited liability company (société anonyme) under the name CS Management Luxembourg S.A. (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the "Law"), as well as by the present articles of association (hereinafter the "Articles") and any agreement among the shareholders that may exist.

Art. 2. Purpose.

2.1 The object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such equity stake. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other way any stock, shares and other securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

2.2. The Company may borrow in any form. It may issue any kind of notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt or equity securities to its subsidiaries, affiliated companies and/or any other companies of its group. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or the obligations and undertakings of any other company, and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person of its group.

2.3. The purpose of the Company includes in particular the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of immovable properties either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad as well as all operations relating to immovable properties, including the direct or indirect holding of equities in Luxembourg or foreign companies, having as principal object the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of immovable properties.

2.4. The Company shall not be acting as an alternative investment fund as defined in the law of 12 July 2013 on Alternative Investment Fund Managers and shall not carry out any other activity which would be subject to supervision by the Commission de Surveillance du Secteur Financier. In particular, the Company will not (directly or indirectly) actively market its shares or other securities to investors.

2.5 The Company may carry out any commercial, financial or industrial activities which it may deem useful in accomplishment of its purpose.

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 4. Registered office.

4.1 The registered office of the Company is established in the municipality of Niederanven, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by means of a decision of the board of directors. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of directors.

4.4 In the event that the board of directors determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

B. Share capital - Shares

Art. 5. Share capital.

5.1 The Company's share capital is set at thirty-one thousand euro (EUR 31,000.-), represented by:

- three thousand one hundred (3,100) class A redeemable shares;
 - three thousand one hundred (3,100) class B redeemable shares;
 - three thousand one hundred (3,100) class C redeemable shares;
 - three thousand one hundred (3,100) class D redeemable shares;
 - three thousand one hundred (3,100) class E redeemable shares;
 - three thousand one hundred (3,100) class F redeemable shares;
 - three thousand one hundred (3,100) class G redeemable shares;
 - three thousand one hundred (3,100) class H redeemable shares;
 - three thousand one hundred (3,100) class I redeemable shares; and
 - three thousand one hundred (3,100) class J redeemable shares;
- with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each.

(the redeemable shares of classes A to J, as described above, are together referred to as the "Shares").

5.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these Articles.

5.3 Any new Shares to be paid for in cash shall be offered by preference to the existing shareholder(s). In case of plurality of shareholders, such Shares shall be offered to the shareholders in proportion to the number of Shares held by them in the Company's share capital. The board of directors shall determine the period of time during which such preferential subscription right may be exercised and which may not be less than thirty (30) days from the date of dispatch of a registered letter sent to the shareholder(s) announcing the opening of the subscription period. The general meeting of shareholders may limit or suppress the preferential subscription right of the existing shareholder(s) in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 6. Shares.

6.1 The Company's share capital is divided into Shares, each of them having the same nominal value.

6.2 The Shares of the Company are in registered form.

6.3 The Company may have one or several shareholders.

6.4 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

6.5. Redemption of Shares

6.5.1. The Company may redeem its own Shares within the limits set forth by the Law and under the conditions set out in this article 6:

- the Shares to be redeemed are fully paid up;
- the redemption can only be made by using sums available for distribution in accordance with Article 72-1 of the Law or the proceeds of a new issue made with the purpose of such redemption;
- an amount equal to the nominal value of all the Shares to be redeemed must be included in a reserve which cannot be distributed to the shareholders except in the event of a reduction of the share capital; such reserve may only be used to increase the issued share capital by capitalisation of reserves (such reserve is not required in case of a redemption using the proceeds of a new issue made with a view to carry out such redemption); and
- the redemption is published in accordance with the Law.

6.5.2. Redeemed Shares shall bear no voting rights, and shall have no rights to receive dividends or liquidation proceeds.

6.6. The share capital of the Company may be reduced through the cancellation of Shares including by the cancellation of one or more entire classes of Shares through the repurchase and cancellation of all the Shares in issue in such classes. In the case of repurchases and cancellations of classes of Shares, such cancellations and repurchases of Shares shall be made in the reverse alphabetical order (starting with the class J shares).

6.7. In the event of a reduction of share capital through the repurchase and the cancellation of a class of Shares (in the order provided for in article

6.6.), such class of Shares gives right to the holders thereof pro rata to their holding in such class to the Available Amount (as defined below) and the holders of Shares of the repurchased and cancelled class of Shares shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Share (as defined below) for each Share of the relevant class held by them and cancelled.

6.8. The Cancellation Value Per Share shall be calculated by dividing the Total Cancellation Amount (as defined below) by the number of Shares in issue in the class of Shares to be repurchased and cancelled.

6.9. The Total Cancellation Amount shall be an amount determined by the board of directors on the basis of the relevant interim accounts of the Company as of a date not earlier than eight (8) days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant class of Shares. The Total Cancellation Amount for each class A shares, class B shares, class C shares, class D shares, class E shares, class F shares, class G shares, class H shares, class I shares, and class J shares shall be the Available Amount (increased by the nominal value per share to be cancelled) of the relevant class at the time of the cancellation of the relevant class unless otherwise resolved by the board of directors provided however that the Total Cancellation Amount shall never be higher than such Available Amount (increased by the nominal value per share to be cancelled). The board of directors can choose to include or exclude in its determination of the Total Cancellation Amount, the freely distributable share or assimilated premium either in part or in totality.

6.10. The Available Amount shall be the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits) to the extent the shareholders of the relevant class of Shares would have been entitled to dividend distributions according to article 14 of these Articles of Association, increased by (i) any freely distributable reserves and (ii) as the case may be by the amount of the share premium or assimilated premium and legal reserve reduction relating to the class of Shares to be cancelled, but reduced by (i) any losses (including carried forward losses), (ii) any sums to be placed into undistributable reserve(s) pursuant to the requirements of the Law or of these Articles of Association, each time as set out in the relevant interim accounts and (iii) any accrued and unpaid dividends to the extent those have not already reduced the NP (without for the avoidance of doubt, any double counting) so that: $AA = (NP + P + CR) - (L + LR + LD)$. Whereby: AA= Available Amount; NP= net profits (including carried forward profits); P= any freely distributable reserves; CR = the amount of the share premium reduction and legal reserve reduction relating to the class of Shares to be cancelled; L= losses (including carried forward losses); LR = any sums to be placed into undistributable reserve(s) pursuant to the requirements of the Law or of these Articles of Association; LD = any accrued and unpaid dividends to the extent those have not already reduced the NP.

6.11. Upon the repurchase and cancellation of the Shares of the relevant class, the Cancellation Value Per Share will become due and payable by the Company.

Art. 7. Register of Shares - Transfer of Shares.

7.1 A register of Shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Ownership of Shares is established by registration in said Share register. Certificates of such registration shall be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder.

7.2 The Company will recognise only one holder per Share. In case a Share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that Share until such representative has been appointed.

7.3 The Shares are freely transferable in accordance with the provisions of the Law and subject to any agreement among the shareholders that may exist.

7.4 Subject to any agreement among the shareholders that may exist, any transfer of Shares shall become effective towards the Company and third parties either (i) through the recording of a declaration of transfer into the register of Shares, signed and dated by the transferor and the transferee or their representatives, and (ii) upon notification of the transfer to, or upon the acceptance of the transfer by the Company.

C. General Meetings of shareholders

Art. 8. Powers of the general meeting of shareholders.

8.1 The shareholders exercise their collective rights in the general meeting of shareholders. Any regularly constituted general meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by the Law and by these articles of association.

8.2 If the Company has only one shareholder, any reference made herein to the “general meeting of shareholders” shall be construed as a reference to the “sole shareholder”, depending on the context and as applicable and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

Art. 9. Convening of general meetings of shareholders.

9.1 The general meeting of shareholders of the Company may at any time be convened by the board of directors or, as the case may be, by the internal auditor(s).

9.2 It must be convened by the board of directors or the internal auditor(s) upon written request of one or several shareholders representing at least ten percent (10%) of the Company’s share capital. In such case, the general meeting of shareholders shall be held within a period of one (1) month from the receipt of such request.

9.3 The convening notice for every general meeting of shareholders shall contain the date, time, place and agenda of the meeting and shall be made through announcements published twice, with a minimum interval of eight (8) days, and eight (8) days before the meeting, in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations and in a Luxembourg newspaper. Notices by mail shall be sent eight (8) days before the meeting to the registered shareholders, but no proof that this formality has been complied with need be given. Where all the shares are in registered form, the convening notices may be made by registered letter only and shall be dispatched to each shareholder by registered mail at least eight (8) days before the date scheduled for the meeting.

9.4 If all of the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and have waived any convening requirements, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 10. Conduct of general meetings of shareholders.

10.1 The annual general meeting of shareholders shall be held in Luxembourg at the registered office of the Company or at such other place in Luxembourg as may be specified in the convening notice of such meeting, on the first Tuesday of June of each financial year at 11 am (CET). If such day is a legal holiday, the annual general meeting shall be held on the next following business day. Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices.

10.2 A board of the meeting shall be formed at any general meeting of shareholders, composed of a chairman, a secretary and a scrutineer who need neither be shareholders, nor members of the board of directors. If all the shareholders present at the general meeting decide that they can control the regularity of the votes, the shareholders may unanimously decide to only appoint (i) a chairman and a secretary or (ii) a single person who will assume the role of the board and in such case there is no need to appoint a scrutineer. Any reference made herein to the “board of the meeting” shall in such case be construed as a reference to the “chairman and secretary” or, as the case may be, to the “single person who assumes the role of the board”, depending on the context and as applicable. The board of the meeting shall especially ensure that the meeting is held in accordance with applicable rules and, in particular, in compliance with the rules in relation to convening, majority requirements, vote tallying and representation of shareholders.

10.3 An attendance list must be kept at all general meetings of shareholders.

10.4 A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. One person may represent several or even all shareholders.

10.5 Shareholders taking part in a meeting by conference call, through video conference or by any other means of communication allowing their identification and allowing that all persons taking part in the meeting hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation of all such persons in the meeting, are deemed to be present for the computation of the quorums and votes, subject to such means of communication being made available at the place of the meeting.

10.6 Each shareholder may vote at a general meeting through a signed voting form sent by post, electronic mail, facsimile or any other means of communication to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. The shareholders may only use voting forms provided by the Company which contain at least the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposals submitted to the shareholders, as well as for each proposal three boxes allowing the shareholder to vote in favour thereof, against, or abstain from voting by ticking the appropriate box.

10.7 Voting forms which, for a proposed resolution, do not show only (i) a vote in favour or (ii) a vote against the proposed resolution or (iii) an abstention are void with respect to such resolution. The Company shall only take into account voting forms received prior to the general meeting to which they relate.

Art. 11. Quorum and vote.

11.1 Each Share entitles to one vote in general meetings of shareholders.

11.2 Except as otherwise required by the Law, these Articles or any agreement among the shareholders that may exist, resolutions at a general meeting of shareholders duly convened shall not require any presence quorum and shall be adopted at a simple majority of the votes validly cast regardless of the portion of capital represented. Abstentions and nil votes shall not be taken into account.

Art. 12. Amendments of the Articles. Except as otherwise provided herein or in any agreement among the shareholders that may exist, these Articles may be amended by a majority of at least two thirds of the votes validly cast at a general meeting at which a quorum of more than half of the Company's share capital is present or represented. If no quorum is reached in a meeting, a second meeting may be convened in accordance with the Law and these articles of association which may deliberate regardless of the quorum and at which resolutions are taken at a majority of at least two thirds of the votes validly cast. Abstentions and nil votes shall not be taken into account.

Art. 13. Change of nationality. The shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

Art. 14. Adjournment of general meeting of shareholders. Subject to the provisions of the Law, the board of directors may adjourn any general meeting of shareholders being in progress for four (4) weeks. The board of directors shall do so at the request of shareholders representing at least twenty percent (20%) of the share capital of the Company. In the event of an adjournment, any resolution already adopted by the general meeting of shareholders shall be cancelled.

Art. 15. Minutes of general meetings of shareholders.

15.1 The board of any general meeting of shareholders shall draw up minutes of the meeting which shall be signed by the members of the board of the meeting as well as by any shareholder upon its request.

15.2 Any copy and excerpt of such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party, shall be certified as a true copy of the original by the notary having had custody of the original deed, in case the meeting has been recorded in a notarial deed, or shall be signed by the chairman of the board of directors or by any two of its members.

D. Management

Art. 16. Composition and powers of the board of directors.

16.1 The Company shall be managed by a board of directors composed of at least three (3) members. However, where the Company has been incorporated by a single shareholder or where it appears at a shareholders' meeting that all the shares issued by the Company are held by a sole shareholder, the Company may be managed by a sole director until the next general meeting of shareholders following the increase of the number of shareholders. In such case, to the extent applicable and where the term "sole director" is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the "board of directors" used in these articles of association is to be construed as a reference to the "sole director".

16.2 The board of directors is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfill the Company's corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or by these articles of association to the general meeting of shareholders.

Art. 17. Daily management.

17.1 The daily management of the Company as well as the representation of the Company in relation with such daily management may, in accordance with article 60 of the Law, be delegated to one or more directors, officers or other agents, acting individually or jointly. Their appointment, removal and powers shall be determined by a resolution of the board of directors.

17.2 The Company may also grant special powers by notarised proxy or private instrument.

Art. 18. Appointment, removal and term of office of directors.

18.1 The directors shall be appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their remuneration and term of office.

18.2 The term of office of a director may not exceed six (6) years and each director shall hold office until a successor is appointed. Directors may be re-appointed for successive terms.

18.3 Each director is appointed by the general meeting of shareholders at a simple majority of the votes validly cast.

18.4 Any director may be removed from office at any time with or without cause by the general meeting of shareholders at a simple majority of the votes validly cast.

18.5 If a legal entity is appointed as director of the Company, such legal entity must designate a private individual as permanent representative who shall perform this role in the name and on behalf of the legal entity. The relevant legal entity may only remove its permanent representative if it appoints a successor at the same time. An individual may only be a permanent representative of one (1) director of the Company and may not be a director of the Company at the same time.

Art. 19. Vacancy in the office of a director.

19.1 In the event of a vacancy in the office of a director because of death, legal incapacity, bankruptcy, resignation or otherwise, this vacancy may be filled on a temporary basis and for a period of time not exceeding the initial mandate of the replaced director by the remaining directors until the next meeting of shareholders which shall resolve on the permanent appointment in compliance with the applicable legal provisions.

19.2 In case the vacancy occurs in the office of the Company's sole director, such vacancy must be filled without undue delay by the general meeting of shareholders.

Art. 20. Convening meetings of the board of directors.

20.1 The board of directors shall meet upon call by the chairman, or by any director. Meetings of the board of directors shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.

20.2 Written notice of any meeting of the board of directors must be given to directors twenty-four (24) hours at least in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each director in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of directors which has been communicated to all directors.

20.3 No prior notice shall be required in case all the members of the board of directors are present or represented at a board meeting and waive any convening requirements or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of directors.

Art. 21. Conduct of meetings of the board of directors.

21.1 The board of directors shall elect among its members a chairman. It may also choose a secretary who does not need to be a director and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors.

21.2 The chairman shall chair all meetings of the board of directors, but in his absence, the board of directors may appoint another director as chairman pro tempore by vote of the majority of directors present at any such meeting.

21.3 Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing another director as his proxy in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A director may represent one or more, but not all of the other directors.

21.4 Meetings of the board of directors may also be held by conference call or video conference or by any other means of communication allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. Participation in a meeting by these means is equivalent to participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

21.5 The board of directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the directors are present or represented at a meeting of the board of directors.

21.6 Decisions shall be taken by a majority vote of the directors present or represented at such meeting. In the case of a tie, the chairman shall have a casting vote.

21.7 Save as otherwise provided by the Law, any director who has, directly or indirectly, an interest in a transaction submitted to the approval of the board of directors which conflicts with the Company's interest, must inform the board of directors of such conflict of interest and must have his declaration recorded in the minutes of the board meeting. The relevant director may not take part in the discussions on and may not vote on the relevant transaction. Any such conflict of interest must be reported to the next general meeting of shareholders prior to such meeting taking any resolution on any other item.

21.8 Where the Company comprises a single director, transactions made between the Company and the director having an interest conflicting with that of the Company is only mentioned in the resolution of the sole director.

21.9 The conflict of interest rules shall not apply where the decision of the board of directors or the sole director relates to current operations entered into under normal conditions.

21.10. The board of directors may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each director may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

Art. 22. Minutes of the meeting of the board of directors - Minutes of the decisions of the sole director.

22.1 The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore, or by any two (2) directors. Copies or excerpts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman or by any two (2) directors.

22.2 Decisions of the sole director shall be recorded in minutes which shall be signed by the sole director. Copies or excerpts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the sole director.

Art. 23. Dealing with third parties.

23.1 The Company shall be bound towards third parties in all circumstances by (i) the signature of the sole director, or, if the Company has several directors, by the joint signature of any two (2) directors or by (ii) the joint signatures or the sole signature of any person(s) to whom such power may have been delegated by the board of directors within the limits of such delegation.

23.2 Within the limits of the daily management, the Company shall be bound towards third parties by the signature of any person(s) to whom such power may have been delegated, acting individually or jointly in accordance within the limits of such delegation.

E. Audit and supervision**Art. 24. Auditor(s).**

24.1 The operations of the Company shall be supervised by one or several internal auditors (commissaire(s)). The general meeting of shareholders shall appoint the internal auditor(s) and shall determine their term of office, which may not exceed six (6) years.

24.2 An internal auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of shareholders.

24.3 The internal auditors have an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

24.4 If the general meeting of shareholders of the Company appoints one or more independent auditor(s) (réviseur (s) d'entreprises agréé(s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, the institution of internal auditor(s) is suppressed.

24.5. An independent auditor may only be removed by the general meeting of shareholders with cause or with his approval.

F. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Interim dividends

Art. 25. Financial year. The financial year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall end on the thirty-first of December of the same year.

Art. 26. Annual accounts and allocation of profits.

26.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of directors draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the Law.

26.2. Of the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

26.3 Sums contributed to a reserve of the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing shareholder agrees to such allocation.

26.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

26.5 Upon recommendation of the board of directors, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the Company's profits shall be used in accordance with the Law and these articles of association.

26.6. In the event of a distribution of dividends, the amount of the dividend allocated to each class of Shares shall be as follows, subject to any agreement among the shareholders that may exist:

- class J redeemable shares entitles their holders, pro rata, to the payment of a preferential dividend representing zero point ten per cent (0.10%) per year of the nominal value of the class J redeemable shares issued by the Company;
- class I redeemable shares entitles their holders, pro rata, to the payment of a preferential dividend representing zero point fifteen per cent (0.15%) per year of the nominal value of the class I redeemable shares issued by the Company;
- class H redeemable shares entitles their holders, pro rata, to the payment of a preferential dividend representing zero point twenty per cent (0.20%) per year of the nominal value of the class H redeemable shares issued by the Company;
- class G redeemable shares entitles their holders, pro rata, to the payment of a preferential dividend representing zero point twenty-five per cent (0.25%) per year of the nominal value of the class G redeemable shares issued by the Company;

- class F redeemable shares entitles their holders, pro rata, to the payment of a preferential dividend representing zero point thirty per cent (0.30%) per year of the nominal value of the class F redeemable shares issued by the Company;
- class E redeemable shares entitles their holders, pro rata, to the payment of a preferential dividend representing zero point thirty-five per cent (0.35%) per year of the nominal value of the class E redeemable shares issued by the Company;
- class D redeemable shares entitles their holders, pro rata, to the payment of a preferential dividend representing zero point forty per cent (0.40%) per year of the nominal value of the class D redeemable shares issued by the Company;
- class C redeemable shares entitles their holders, pro rata, to the payment of a preferential dividend representing zero point forty-five per cent (0.45%) per year of the nominal value of the class C redeemable shares issued by the Company;
- class B redeemable shares entitles their holders, pro rata, to the payment of a preferential dividend representing zero point fifty per cent (0.50%) per year of the nominal value of the class B redeemable shares issued by the Company; and
- class A redeemable shares entitles their holders, pro rata, to the payment of a preferential dividend representing zero point fifty-five per cent (0.55%) per year of the nominal value of the class A redeemable shares issued by the Company.

26.7. In the event of a distribution of dividend pursuant to article 26.6 above, any other income distributable to the holders of Shares in excess of the aggregate amount of the preferential dividend linked to such Shares, if any, shall be allocated to the holders of class J redeemable shares, or:

- in the event there are no more class J redeemable shares in the Company, the holders of class I redeemable shares shall be entitled to all the other income distributable to the holders of Shares, if any, after the payment of the preferential dividend to the holders of class I to class A redeemable shares in accordance with article 26.7 above;
- in the event there are no more class I redeemable shares in the Company, the holders of class H redeemable shares shall be entitled to all the other income distributable to the holders of Shares, if any, after the payment of the preferential dividend to the holders of class H to class A redeemable shares in accordance with article 26.7 above;
- in the event there are no more class H redeemable shares in the Company, the holders of class G redeemable shares shall be entitled to all the other income distributable to the holders of Shares, if any, after the payment of the preferential dividend to the holders of class G to class A redeemable shares in accordance with article 26.7 above;
- in the event there are no more class G redeemable shares in the Company, the holders of class F redeemable shares shall be entitled to all the other income distributable to the holders of Shares, if any, after the payment of the preferential dividend to the holders of class F to class A redeemable shares in accordance with article 26.7 above;
- in the event there are no more class F redeemable shares in the Company, the holders of class E redeemable shares shall be entitled to all the other income distributable to the holders of Shares, if any, after the payment of the preferential dividend to the holders of class E to class A redeemable shares in accordance with article 26.7 above;
- in the event there are no more class E redeemable shares in the Company, the holders of class D redeemable shares shall be entitled to all the other income distributable to the holders of Shares, if any, after the payment of the preferential dividend to the holders of class D to class A redeemable shares in accordance with article 26.7 above;
- in the event there are no more class D redeemable shares in the Company, the holders of class C redeemable shares shall be entitled to all the other income distributable to the holders of Shares, if any, after the payment of the preferential dividend to the holders of class C to class A redeemable shares in accordance with article 26.7 above;
- in the event there are no more class C redeemable shares in the Company, the holders of class B redeemable shares shall be entitled to all the other income distributable to the holders of Shares, if any, after the payment of the preferential dividend to the holders of class B to class A redeemable shares in accordance with article 26.7 above; and
- in the event there are no more class B redeemable shares in the Company, the holders of class A redeemable shares shall be entitled to all the other income distributable to the holders of Shares, if any, after the payment of the preferential dividend to the holders of class A redeemable shares in accordance with article 26.7 above.

Art. 27. Interim dividends - Share premium and assimilated premiums.

27.1 The board of directors may decide to pay interim dividends on the basis of interim financial statements prepared by the board of directors showing that sufficient funds are available for distribution in accordance with article 26 above. The amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and distributable reserves, but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve which the Law or these articles of association do not allow to be distributed.

27.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the shareholders subject to the provisions of the Law, these Articles and any agreement among the shareholders that may exist.

G. Liquidation

Art. 28. Liquidation.

28.1 In the event of dissolution of the Company in accordance with article 3.2 of these articles of association, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their com-

pensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

28.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be paid to the sole shareholder or, in the case of multiple shareholders, to the shareholders in accordance with these Articles and subject to any agreement among the shareholders that may exist.

H. Final clause - Governing law

Art. 29. Governing law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law. Inter partes, in case of conflict, the provisions of any shareholders' agreement in relation to the Company shall prevail.

Transitional provisions

1. The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and terminate on 31 December 2014.
2. The first annual general meeting of shareholders shall be held in 2015.
3. Interim dividends may also be distributed during the Company's first financial year.

Subscription and payment

The thirty-one thousand (31,000) shares issued have been subscribed by Connaught Hill Investments S.à r.l., as aforementioned, for the price of thirty-one thousand euro (EUR 31,000.-).

The shares so subscribed have been fully paid up by a contribution in cash so that the amount of thirty-one thousand euro (EUR 31,000.-) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

The total contribution in the amount of thirty-one thousand euro (EUR 31,000.-) is entirely allocated to the share capital.

Declaration

The undersigned notary herewith declares that he has verified the existence of the conditions provided for or referred to in articles 26 of the Law and expressly states that they have been complied with.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately one thousand five hundred euro (EUR 1,500.-).

Resolutions of the sole shareholder

The incorporating shareholder, representing the entire share capital of the Company, has passed the following resolutions:

1. The address of the registered office of the Company is set at 6D, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.
2. The following persons are appointed as directors of the Company with immediate effect for a period of six (6) years:
 - (i) Mr Erwan LE BERRE, Managing Director, born on 17 November 1972 in Bourges, France, with business address at 6D, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg;
 - (ii) Mr Robert FABER, private employee, born on 15 May 1964 in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, residing professionally at 121, avenue de la Faiënerie, L-1511 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and
 - (iii) Mr Matthias LUECKER, CEO, born on 16 December 1968 in Darmstadt, Germany, residing professionally at 6D, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

3. The following person is appointed as independent auditor with immediate effect until the general meeting of shareholders convened to approve the Company's annual accounts for the first financial year:

KPMG Audit Sàrl, a société à responsabilité limitée, existing under the laws of Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number 103.590, having its registered office at 9, Allée Scheffer, L-2530 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, this deed is worded in English followed by a German translation; at the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the German text, the English version shall prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified in the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:

Im Jahr zweitausendvierzehn, am ersten August.

Vor uns, Maître Jean-Paul Meyers, Notar mit Amtssitz in Rambrouch, Großherzogtum Luxemburg,

SIND ERSCIENEN:

Connaught Hill Investments S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, gegründet und bestehend nach den Rechten des Großherzogtums Luxemburg, mit Gesellschaftssitz in 6D, Route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 178.298,

hier vertreten durch Claire Guilbert, Avocat, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß einer privatschriftlich erteilten Vollmacht.

Besagte Vollmacht, welche von der erschienenen Partei und dem unterzeichnenden Notar ne varietur paraphiert wurde, wird der vorliegenden Urkunde beigefügt, um mit ihr zusammen bei der Registrierungsbehörde hinterlegt zu werden.

Die erschienene Partei hat den amtierenden Notar ersucht, die Gründung einer Aktiengesellschaft (société anonyme) zu beurkunden, welche sie mit der folgenden Satzung gründen will:

A. Name - Zweck - Dauer - Sitz

Art. 1. Name - Rechtsform. Es besteht eine Aktiengesellschaft (société anonyme) mit dem Namen CS Management Luxembourg S.A. (die "Gesellschaft"), welche den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner aktuellen Fassung (das „Gesetz“) sowie dieser Satzung (die „Satzung“) und jedem Vertrag, der möglicherweise zwischen den Aktionären besteht, unterliegt.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft.

2.1. Der Gegenstand der Gesellschaft ist der Erwerb von Beteiligungen jeglicher Form an Luxemburger oder ausländischen Gesellschaften oder Unternehmen, sowie die Verwaltung solcher Beteiligungen. Insbesondere darf die Gesellschaft Aktien, Anteile und andere Wertpapiere, Anleihen, Schuldverschreibungen, Geldmarkteinlagen und andere Schuldtitel aller Art, sowie generell alle Wertschriften und Finanzinstrumente, die von öffentlichen oder privaten Gesellschaften jeder Art ausgegeben werden, durch Zeichnung, Kauf oder Tausch oder anderweitig erwerben. Sie kann an der Gründung, Entwicklung, Verwaltung und Aufsicht aller Gesellschaften oder Unternehmen teilnehmen. Des Weiteren kann sie in den Erwerb und die Verwaltung eines Bestands von Patenten oder anderen geistigen Eigentumsrechten jeder Art oder jeden Ursprungs investieren.

2.2. Die Gesellschaft kann Darlehen jeder Art aufnehmen, ausgenommen solche durch öffentliche Angebote. Sie kann, jedoch nur durch Privatplatzierung, Schuldscheine, Anleihen und Schuldverschreibungen, sowie jede Art von Schuldtiteln und/oder Dividendenpapieren ausgeben. Die Gesellschaft kann an ihre Tochtergesellschaften oder andere der Unternehmensgruppe angegliederte Gesellschaften Geldmittel verleihen, einschließlich, jedoch nicht beschränkt auf, die Erlöse aus Kreditverbindlichkeiten und/oder Emissionen von Schul- oder Dividendenpapieren. Die Gesellschaft kann ebenfalls in Bezug auf ihr gesamtes oder teilweises Vermögen Sicherheiten leisten; sie kann verpfänden, übertragen, belasten oder auf andere Weise Sicherheiten bestellen und gewähren, um ihren eigenen Verpflichtungen und Vereinbarungen und/oder den Verpflichtungen und Vereinbarungen jeder anderen Gesellschaft nachzukommen, und generell zu eigenem Nutzen und/oder zum Nutzen jeder anderen Gesellschaft oder Person der Unternehmensgruppe.

2.3. Der Zweck der Gesellschaft umfasst insbesondere den Erwerb, die Entwicklung, die Förderung, den Verkauf, die Verwaltung und/oder die Vermietung von Immobilien entweder im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland sowie alle Tätigkeiten im Zusammenhang mit Immobilien, einschließlich das direkte oder indirekte Halten von Beteiligungen an Luxemburger oder ausländischen Gesellschaften, die als Hauptaufgabe den Erwerb, die Entwicklung, die Förderung, den Verkauf, die Verwaltung und/oder die Vermietung von Immobilien haben.

2.4. Die Gesellschaft wird nicht als alternativer Investmentfonds im Sinne des Gesetzes vom 12. Juli 2013 über die Verwalter alternativer Investmentfonds handeln und wird keine andere Tätigkeit ausüben, die der Aufsicht der Commission de Surveillance du Secteur Financier unterliegen würde. Die Gesellschaft wird insbesondere nicht aktiv ihre Anteile oder andere Wertpapiere (direkt oder indirekt) an Anleger vertreiben.

2.5 Die Gesellschaft darf alle Handels-, Finanz- und Gewerbetätigkeiten ausüben, die dazu bestimmt sind, ihren Gesellschaftszweck zu fördern oder die sich auf ihren Gesellschaftszweck beziehen.

Art. 3. Dauer.

3.1 Die Gesellschaft wird für unbegrenzte Dauer gegründet.

3.2 Sie kann jederzeit und ohne Begründung durch einen Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre aufgelöst werden, welcher in und mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form und Mehrheit gefasst wird.

Art. 4. Sitz.

4.1 Der Sitz der Gesellschaft ist in der Gemeinde Niederanven, Großherzogtum Luxemburg.

4.2 Innerhalb derselben Gemeinde kann der Gesellschaftssitz durch einen Beschluss des Verwaltungsrates verlegt werden. Durch Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre, welcher in und mit der für eine Satzungsänderung er-

forderlichen Form und Mehrheit gefasst wird, kann er in jede andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

4.3 Zweigniederlassungen oder andere Geschäftsstellen können durch Beschluss des Verwaltungsrates im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland errichtet werden.

4.4 Sollte der Verwaltungsrat entscheiden, dass außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Entwicklungen aufgetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, welche die gewöhnlichen Aktivitäten der Gesellschaft an ihrem Gesellschaftssitz beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz bis zur endgültigen Beendigung dieser außergewöhnlichen Umstände vorübergehend ins Ausland verlegt werden; solche vorübergehenden Maßnahmen haben keine Auswirkungen auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz vorübergehender Verlegung des Gesellschaftssitzes eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

B. Gesellschaftskapital - Aktien

Art. 5. Gesellschaftskapital.

5.1 Das Kapital der Gesellschaft beträgt einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000,-) und ist aufgeteilt in:

- dreitausendeinhundert (3.100) rückkaufbare Aktien der Klasse A;
- dreitausendeinhundert (3.100) rückkaufbare Aktien der Klasse B;
- dreitausendeinhundert (3.100) rückkaufbare Aktien der Klasse C;
- dreitausendeinhundert (3.100) rückkaufbare Aktien der Klasse D;
- dreitausendeinhundert (3.100) rückkaufbare Aktien der Klasse E;
- dreitausendeinhundert (3.100) rückkaufbare Aktien der Klasse F;
- dreitausendeinhundert (3.100) rückkaufbare Aktien der Klasse G;
- dreitausendeinhundert (3.100) rückkaufbare Aktien der Klasse H;
- dreitausendeinhundert (3.100) rückkaufbare Aktien der Klasse I; und
- dreitausendeinhundert (3.100) rückkaufbare Aktien der Klasse J;

mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1,-).

(Die rückkaufbaren Aktien der Klassen A bis J, wie oben aufgeführt, werden nachfolgend als die „Aktien“ bezeichnet).

5.2 Das Gesellschaftskapital kann durch einen Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre, welcher in und mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form und Mehrheit gefasst wird, erhöht oder herabgesetzt werden.

5.3 Alle neuen Aktien, die durch Bareinlagen einzuzahlen sind, werden bevorzugt dem/den bestehenden Aktionären angeboten. Im Falle einer Mehrheit von Aktionären werden diese Aktien den Aktionären im Verhältnis zur Anzahl der von ihnen am Gesellschaftskapital jeweils gehaltenen Aktien angeboten. Der Verwaltungsrat bestimmt den Zeitraum in dem dieses Vorzugsrecht ausgeübt werden kann und welcher nicht weniger als dreißig (30) Tage vom Datum der Absendung eines an den Aktionär/die Aktionäre gesendeten Einschreibens, welches die Eröffnung der Zeichnungsfrist ankündigt, beträgt. Die Hauptversammlung der Aktionäre kann das Vorzugsrecht des bestehenden Aktionärs/der bestehenden Aktionäre durch einen Beschluss, welcher in und mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form und Mehrheit gefasst wird, begrenzen oder aufheben.

Art. 6. Aktien.

6.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft ist in Aktien mit dem gleichen Nominalwert aufgeteilt.

6.2 Die Aktien der Gesellschaft sind Namensaktien.

6.3 Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Aktionäre haben.

6.4 Die Gesellschaft wird weder durch den Tod, die Geschäftsunfähigkeit, die Auflösung, den Konkurs, die Insolvenz oder ein vergleichbares, einen Aktionär betreffendes Ereignis, aufgelöst.

6.5 Rücknahme von Aktien

6.5.1 Die Gesellschaft kann im Rahmen der Bestimmungen des Gesetzes und unter den in diesem Artikel 6 der Satzung niedergelegten Bedingungen ihre eigenen Aktien zurückkaufen:

- Die Aktien, die zurückgekauft werden sollen, wurden vollständig eingezahlt;
- Für den Rückkauf können nur solche Beträge verwendet werden, die für eine Ausschüttung gemäß Artikel 72-1 des Gesetzes zur Verfügung stehen oder die Erlöse, die aus der Ausgabe neuer Aktien zum Zweck eines solchen Rückkaufs erzielt worden sind;

- Ein dem Nominalwert aller Aktien, die zurückgekauft werden sollen, entsprechender Betrag wird einer Rücklage zugeführt, die nicht an die Aktionäre ausgeschüttet werden kann, außer im Falle einer Reduzierung des Gesellschaftskapitals; diese Rücklage darf nur zum Zweck der Erhöhung des gezeichneten Gesellschaftskapitals durch Kapitalisierung der Rücklagen genutzt werden (eine solche Rücklage ist nicht erforderlich im Falle eines Rückkaufs, bei dem die Erlöse aus der Ausgabe neuer Aktien, die im Hinblick auf den Rückkauf vorgenommen wurde, verwendet werden); und

- Der Rückkauf wird gemäß dem Gesetz veröffentlicht.

6.5.2 Zurückgekaufte Aktien geben keine Stimmrechte und berechtigen nicht zum Erhalt von Dividenden oder Liquidationserlösen.

6.6 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft kann durch die Annullierung von Aktien, einschließlich der Annullierung einer oder mehrerer ganzer Aktienklassen durch Rückkauf und Annullierung aller in dieser Klasse gezeichneten Aktien, reduziert werden. Im Falle des Rückkaufs und der Annullierung von Aktienklassen werden solche Annullierungen und Rückkäufe von Aktien in umgekehrter alphabetischer Reihenfolge durchgeführt (beginnend mit Aktien der Klasse J).

6.7 Im Falle einer Reduzierung des Gesellschaftskapitals durch Rückkauf und Annullierung einer Aktienklasse (in der in Artikel 6.6. vorgesehenen Reihenfolge) steht jedem Aktionär der jeweiligen Aktienklasse pro rata zu ihren jeweiligen Aktien der verfügbare Betrag (wie unten definiert) zu und die Halter von Aktien der zurückgekauften und annullierten Aktienklasse erhalten von der Gesellschaft einen dem Annullierungswert pro Aktie (wie unten definiert) entsprechenden Betrag für jede von ihnen gehaltene Aktie der jeweiligen Aktienklasse, die annulliert worden ist.

6.8 Der Annullierungswert pro Aktie wird berechnet, indem der Gesamtannullierungsbetrag (wie unten definiert) durch die Anzahl der gezeichneten Aktien der jeweiligen Aktienklasse, die zurückgekauft und annulliert werden soll, geteilt wird.

6.9 Der Gesamtannullierungsbetrag wird vom Verwaltungsrat auf Basis der jeweiligen Zwischenkonten der Gesellschaft zu einem Zeitpunkt, der nicht mehr als acht (8) Tage vor dem Datum des Rückkaufs und der Annullierung der jeweiligen Aktienklasse liegt, bestimmt. Der Gesamtannullierungsbetrag für jeweils die Aktien der Klasse A, die Aktien der Klasse B, die Aktien der Klasse C, die Aktien der Klasse D, die Aktien der Klasse E, die Aktien der Klasse F, die Aktien der Klasse G, die Aktien der Klasse H, die Aktien der Klasse I und die Aktien der Klasse J ist der verfügbare Betrag (erhöht um den Nominalwert pro Aktie, die annulliert werden soll) der jeweiligen Aktienklasse zum Zeitpunkt der Annullierung der jeweiligen Aktienklasse, es sei denn dies wird vom Verwaltungsrat anders entschieden, jedoch vorausgesetzt, dass der Gesamtannullierungsbetrag nie höher ist als der verfügbare Betrag (erhöht um den Nominalwert pro Aktie, die annulliert werden soll). Der Verwaltungsrat kann bei der Bestimmung des Gesamtannullierungsbetrags nach seiner Wahl die frei ausschüttbare Kapitalrücklage oder das angeglichenen Aufgeld vollständig oder teilweise mit ein- oder ausschließen.

6.10 Der verfügbare Betrag ist der Gesamtbetrag der Nettogewinne der Gesellschaft (einschließlich Gewinnvorträgen) bis zu dem Betrag, auf den die Aktionäre der jeweiligen Aktienklasse gemäß Artikel 26 dieser Satzung einen Anspruch im Rahmen der Dividendenausschüttungen gehabt hätten, erhöht um (i) alle frei ausschüttbaren Rücklagen und (ii) gegebenenfalls um den Betrag der ausschüttbaren Kapitalrücklage oder des angeglichenen Aufgelds und die Reduktion der gesetzlichen Rücklagen in Bezug auf die zu annullierende Aktienklasse, jedoch reduziert um (i) jegliche Verluste (einschließlich Verlustvorträgen), (ii) alle Summen, die nach den Anforderungen des Gesetzes oder dieser Satzung den nicht-ausschüttbaren Rücklagen zugeführt werden sollen, jeweils wie in den Zwischenkonten niedergelegt, und (iii) alle aufgelaufenen und nicht ausgeschütteten Dividenden soweit diese nicht bereits den NP reduziert haben (um Zweifel auszuschließen, ohne jegliche Doppelzählungen), sodass: $AA = (NP + P + CR) - (L + LR + LD)$. Dabei gilt: AA = verfügbarer Betrag; NP = Nettogewinne; P = frei ausschüttbare Rücklagen; CR = der Betrag der ausschüttbaren Kapitalrücklage oder des angeglichenen Aufgelds und die Reduktion der gesetzlichen Rücklagen in Bezug auf die zu annullierende Aktienklasse; L = Verluste (einschließlich Verlustvorträge); LR = alle Summen, die nach den Anforderungen des Gesetzes oder dieser Satzung den nicht-ausschüttbaren Rücklagen zugeführt werden sollen; LD = alle aufgelaufenen und nicht ausgeschütteten Dividenden soweit diese nicht bereits den NP reduziert haben.

6.11 Mit dem Rückkauf und der Annullierung der Aktien der jeweiligen Aktienklasse wird der Annullierungswert pro Aktie seitens der Gesellschaft fällig.

Art. 7. Aktienregister - Übertragung von Aktien.

7.1 Am Sitz der Gesellschaft wird ein Aktienregister geführt, welches von den Aktionären eingesehen werden kann. Dieses Aktienregister enthält alle vom Gesetz vorgeschriebenen Informationen. Der Nachweis über das Eigentum an Aktien kann durch die Eintragung eines Aktionärs im Aktienregister erbracht werden. Auf Ersuchen und auf Kosten des betreffenden Aktionärs werden Zertifikate über die Eintragung ausgegeben.

7.2 Die Gesellschaft erkennt lediglich einen Inhaber pro Aktie an. Sofern eine Aktie von mehreren Personen gehalten wird, müssen diese eine einzelne Person benennen, welche sie im Verhältnis zur Gesellschaft vertritt. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Ausübung aller Rechte im Zusammenhang mit einer derartigen Aktie auszusetzen, bis eine Person als Vertreter der Inhaber gegenüber der Gesellschaft bezeichnet worden ist.

7.3 Die Aktien sind im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes und einer möglicherweise bestehenden Vereinbarung zwischen den Aktionären frei übertragbar.

7.4 Vorbehaltlich einer möglicherweise bestehenden Vereinbarung zwischen den Aktionären wird jede Übertragung von Aktien gegenüber der Gesellschaft und Dritten wirksam durch (i) Eintragung einer vom Zedenten und vom Zessionar oder deren Vertretern datierten und unterschriebenen Übertragungserklärung im Aktienregister und (ii) Eintragung einer von der Gesellschaft datierten und unterschriebenen Übertragungserklärung im Aktienregister, nachdem sie von der Übertragung in Kenntnis gesetzt wurde oder dieser zugestimmt hat.

C. Hauptversammlung der Aktionäre

Art. 8. Befugnisse der Hauptversammlung der Aktionäre.

8.1 Die Aktionäre üben ihre gemeinsamen Rechte in der Hauptversammlung der Aktionäre aus. Jede regelmäßig einberufene Hauptversammlung der Aktionäre repräsentiert die Gesamtheit der Aktionäre der Gesellschaft. Die Hauptversammlung der Aktionäre hat die ihr durch das Gesetz oder durch diese Satzung ausdrücklich verliehenen Befugnisse.

8.2 Hat die Gesellschaft nur einen Aktionär, so ist jeder Bezug auf die „Hauptversammlung der Aktionäre“ in der vorliegenden Satzung je nach Zusammenhang und soweit anwendbar als Bezug auf den „alleinigen Aktionär“ zu verstehen und alle Befugnisse der Hauptversammlung werden vom alleinigen Aktionär ausgeübt.

Art. 9. Einberufung der Hauptversammlung der Aktionäre.

9.1 Die Hauptversammlung der Aktionäre kann jederzeit durch den Verwaltungsrat oder, soweit vorhanden, durch den/die Rechnungsprüfer einberufen werden.

9.2 Sie muss auf schriftliche Aufforderung von einem Aktionär oder mehreren Aktionären, die zusammen mindestens 10 Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals halten, vom Verwaltungsrat oder vom Rechnungsprüfer/den Rechnungsprüfern einberufen werden. In einem derartigen Fall muss die Hauptversammlung der Aktionäre innerhalb eines (1) Monats ab Zugang des Ersuchens abgehalten werden.

9.3 Die Einberufung zu jeder Hauptversammlung der Aktionäre muss das Datum, die Uhrzeit, den Ort und die Tagesordnung der Versammlung enthalten und zweimal in Form einer Einberufung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations und in einer Luxemburger Tageszeitung mit einem Zeitabstand von mindestens acht (8) Tagen und acht (8) Tage vor dem für die Hauptversammlung anberaumten Datum erfolgen. Einberufungen per Post sind acht (8) Tage vor dem für die Versammlung anberaumten Datum an jeden Inhaber von Namensaktien zu versenden, wobei kein Beweis der Einhaltung dieser Formvorschrift erbracht werden muss. Handelt es sich bei allen Aktien um Namensaktien, so kann die Einberufung ausschließlich durch Einschreiben erfolgen, die mindestens acht (8) Tage vor dem für die Versammlung anberaumten Datum an jeden Aktionär zu versenden sind.

9.4 Falls alle Aktionäre in einer Versammlung anwesend oder vertreten sind und auf Ladungsformalitäten verzichtet haben, kann die Hauptversammlung auch ohne vorherige Einladung oder Veröffentlichung abgehalten werden.

Art. 10. Durchführung der Hauptversammlung der Aktionäre.

10.1 Die Jahreshauptversammlung der Aktionäre wird in der Gemeinde, in der sich der Gesellschaftssitz befindet, oder an einem anderen in der Einberufung bestimmten Ort am ersten Dienstag im Juni eines jeden Geschäftsjahres um 11:00 Uhr (MEZ) abgehalten. Ist dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag, so ist die Jahreshauptversammlung der Aktionäre am darauf folgenden Werktag abzuhalten. Weitere Hauptversammlungen der Aktionäre können an dem in der Einberufung bestimmten Ort zu der darin angegebenen Zeit abgehalten werden.

10.2 In jeder Hauptversammlung der Aktionäre wird ein Rat der Versammlung bestimmt, der aus einem Vorsitzenden, einem Schriftführer und einem Stimmzähler besteht, die weder Aktionäre, noch Mitglieder des Verwaltungsrats sein müssen. Wenn alle bei der Hauptversammlung anwesenden Aktionäre entscheiden, dass eine ordnungsgemäße Abstimmung derart gewährleistet werden kann, so können sie einstimmig beschließen, lediglich (i) einen Vorsitzenden und einen Schriftführer oder (ii) eine Person zu ernennen, die die Rolle des Rates der Versammlung übernimmt und in einem solchen Fall ist die Ernennung eines Stimmzählers nicht erforderlich. Soweit anwendbar und je nach Zusammenhang so ist jeder Bezug auf den „Rat der Versammlung“ in dieser Satzung als Verweis auf den „Vorsitzenden und Schriftführer“ oder gegebenenfalls als Verweis auf die „Einzelperson, die die Rolle des Rates übernommen hat“, zu verstehen. Der Rat der Versammlung soll sicherstellen, dass die Versammlung gemäß den anwendbaren Regeln und vor allem im Einklang mit den Regeln betreffend die Ladung, Mehrheitserfordernisse, Stimmauszählung und Vertretung von Aktionären abgehalten wird.

10.3 In jeder Hauptversammlung wird eine Anwesenheitsliste geführt.

10.4 Ein Aktionär kann an jeder Hauptversammlung der Aktionäre teilnehmen, indem er eine andere Person durch ein unterzeichnetes Dokument, das per Post, Fax, E-Mail oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel übermittelt wird, schriftlich bevollmächtigt. Eine Person kann mehrere oder sogar alle Aktionäre vertreten.

10.5 Aktionäre, die an einer Hauptversammlung der Aktionäre durch Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel teilnehmen, welches es allen Teilnehmern ermöglicht, einander durchgängig zu hören und tatsächlich an der Versammlung teilzunehmen, gelten als anwesend für die Bestimmung des Quorums und des Stimmrechts, insofern diese Kommunikationsmittel am Ort der Hauptversammlung zur Verfügung gestellt werden.

10.6 Jeder Aktionär kann seine Stimme in einer Hauptversammlung der Aktionäre durch eine unterzeichnete Stimmkarte abgeben, welche per Post, E-Mail, Fax oder durch jedes andere Kommunikationsmittel an den Sitz der Gesellschaft oder an die in der Einberufung genannte Adresse gesendet wird. Die Aktionäre können nur solche Stimmkarten verwenden, die von der Gesellschaft zur Verfügung gestellt werden und zumindest den Ort, das Datum und die Uhrzeit der Versammlung, die Tagesordnung, die Beschlussvorschläge sowie für jeden Vorschlag drei Kästchen enthalten, die es dem Aktionären ermöglichen, seine Stimme für oder gegen den vorgeschlagenen Beschluss abzugeben oder sich zu enthalten, indem er das entsprechende Kästchen ankreuzt.

10.7 Stimmkarten, die für einen vorgeschlagenen Beschluss nicht nur (i) eine Stimme für oder (ii) eine Stimme gegen den vorgeschlagenen Beschluss oder (iii) eine Enthaltung beinhalten, sind in Bezug auf diesen Beschluss ungültig. Die Gesellschaft wird nur Stimmkarten berücksichtigen, die sie vor der entsprechenden Hauptversammlung der Aktionäre erhalten hat.

Art. 11. Quorum und Stimmrecht.

11.1 Jede Aktie gewährt eine Stimme in Hauptversammlungen der Aktionäre.

11.2 Sofern sich nicht aus dem Gesetz, aus dieser Satzung oder aus einer möglicherweise zwischen den Aktionären bestehenden Vereinbarung etwas anderes ergibt, werden Beschlüsse in einer ordnungsgemäß einberufenen Hauptversammlung der Aktionäre ohne Erfordernis eines Anwesenheitsquorums mit einfacher Mehrheit der gültig abgegebenen Stimmen gefasst unabhängig von dem dabei vertretenen Anteil am Gesellschaftskapital. Enthaltungen und nichtige Stimmen werden bei der Berechnung nicht berücksichtigt.

Art. 12. Änderungen der Satzung. Vorbehaltlich anderer Regelungen in dieser Satzung oder in einer möglicherweise zwischen den Aktionären bestehenden Vereinbarung erfordert die Änderung der Satzung einen Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre mit einer Mehrheit von mindestens zwei Dritteln (2/3) der abgegebenen gültigen Stimmen, in der mindestens die Hälfte des Gesellschaftskapitals anwesend oder vertreten ist. Falls die zweite Bedingung nicht erfüllt ist, kann im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes und dieser Satzung eine zweite Hauptversammlung der Aktionäre einberufen werden, die unabhängig von einem Anwesenheitsquorum beschlussfähig ist und in welcher Beschlüsse mit einer Mehrheit von mindestens zwei Dritteln (2/3) der abgegebenen gültigen Stimmen gefasst werden. Enthaltungen und nichtige Stimmen werden bei der Berechnung nicht berücksichtigt.

Art. 13. Änderung der Nationalität. Die Aktionäre können die Nationalität der Gesellschaft nur einstimmig ändern.

Art. 14. Vertagung von Hauptversammlungen der Aktionäre. Vorbehaltlich der Bestimmungen des Gesetzes kann der Verwaltungsrat jede sich im Gange befindliche Hauptversammlung der Aktionäre um vier (4) Wochen vertagen. Der Verwaltungsrat muss eine Hauptversammlung der Aktionäre vertagen, wenn dies von einem oder mehreren Aktionären, die mindestens zwanzig Prozent (20%) des Gesellschaftskapitals halten, gefordert wird. Durch derartige Vertagung wird jeder bereits gefasste Beschluss in dieser Versammlung annulliert.

Art. 15. Protokoll von Hauptversammlungen der Aktionäre.

15.1 Der Rat der Versammlung nimmt ein Protokoll jeder Versammlung auf, welches vom Rat der Versammlung sowie von jedem Aktionär, der darum ersucht, unterzeichnet wird.

15.2 Kopien und Auszüge dieser Protokolle, die in Gerichtsverfahren verwendet oder Dritten zugänglich gemacht werden sollen, müssen, wenn die Versammlung in einer notariellen Urkunde aufgenommen wurde, von dem Notar, der die Originalurkunde verwahrt, beglaubigt werden, oder ansonsten vom Verwaltungsratsvorsitzenden oder von zwei beliebigen Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet werden.

D. Geschäftsführung

Art. 16. Zusammensetzung und Befugnisse des Verwaltungsrates.

16.1 Die Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat geleitet, der sich aus mindestens drei (3) Mitgliedern zusammensetzt. Sollte die Gesellschaft durch einen einzigen Aktionären gegründet worden sein oder wird in einer Hauptversammlung der Aktionäre festgestellt, dass die Gesellschaft nur einen einzigen Aktionären hat, so kann die Gesellschaft bis zu der Hauptversammlung der Aktionäre durch ein einziges Verwaltungsratsmitglied geleitet werden, die auf die Feststellung folgt, dass es wieder mehr als einen Aktionär gibt. In einem solchen Fall, soweit anwendbar und wo der Begriff „einziges Verwaltungsratsmitglied“ nicht ausdrücklich verwendet wird, ist jeder Verweis in dieser Satzung auf den „Verwaltungsrat“ als Verweis auf das „einziges Verwaltungsratsmitglied“ auszulegen.

16.2 Der Verwaltungsrat verfügt über die weitestgehenden Befugnisse im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind, mit Ausnahme der durch das Gesetz oder durch diese Satzung der Hauptversammlung der Aktionäre vorbehaltenen Befugnisse.

Art. 17. Tägliche Geschäftsführung.

17.1 Gemäß Artikel 60 des Gesetzes können die tägliche Geschäftsführung und die diesbezügliche Vertretung der Gesellschaft einem oder mehreren Verwaltungsratsmitgliedern, leitenden Angestellten oder anderen Personen, mit gemeinsamer oder Einzelvertretungsbefugnis übertragen werden. Ihre Ernennung, Abberufung und ihre Befugnisse werden durch einen Verwaltungsratsbeschluss bestimmt.

17.2 Die Gesellschaft kann durch notarielle Urkunden oder privatschriftlich Spezialvollmachten erteilen.

Art. 18. Wahl, Abberufung und Amtszeit von Verwaltungsratsmitgliedern.

18.1 Verwaltungsratsmitglieder werden durch die Hauptversammlung der Aktionäre ernannt, welche ihre Bezüge und Amtszeit festlegt.

18.2 Die Amtszeit eines Verwaltungsratsmitglieds darf sechs (6) Jahre nicht überschreiten und jedes Verwaltungsratsmitglied übt sein Amt aus, bis sein Nachfolger ernannt ist. Jedes Verwaltungsratsmitglied kann wiederernannt werden.

18.3 Jedes Verwaltungsratsmitglied wird durch einfache Mehrheit der abgegebenen Stimmen in einer Hauptversammlung ernannt.

18.4 Jedes Verwaltungsratsmitglied kann jederzeit und ohne Grund mit einfacher Mehrheit der in einer Hauptversammlung der Aktionäre abgegebenen Stimmen abberufen werden.

18.5 Wird eine juristische Person als Verwaltungsratsmitglied ernannt, so muss diese eine natürliche Person als ihren ständigen Vertreter benennen, die ihr Mandat in ihrem Namen und für ihre Rechnung ausübt. Die betreffende juristische Person kann nur dann ihren ständigen Vertreter abberufen, wenn sie gleichzeitig einen Nachfolger ernannt. Eine natürliche

Person kann nur ständiger Vertreter eines (1) Verwaltungsratsmitglieds und nicht gleichzeitig persönlich Verwaltungsratsmitglied sein.

Art. 19. Vakanz des Amtes eines Verwaltungsratsmitglieds.

19.1 Scheidet ein Verwaltungsratsmitglied durch Tod, Geschäftsunfähigkeit, Konkurs, Rücktritt oder aus einem anderen Grund aus seinem Amt, so kann die unbesetzte Stelle durch die übrigen Verwaltungsratsmitglieder bis zur nächsten Hauptversammlung der Aktionäre vorübergehend für einen die ursprüngliche Amtszeit des zu ersetzenden Verwaltungsratsmitglieds nicht übersteigenden Zeitraum bis zur nächsten Hauptversammlung der Aktionäre ausgefüllt werden, welche im Einklang mit den anwendbaren gesetzlichen Vorschriften über die endgültige Neubesetzung entscheidet.

19.2 Für den Fall, dass das einzige Verwaltungsratsmitglied aus seinem Amt scheidet, muss die frei gewordene Stelle unverzüglich durch die Hauptversammlung der Aktionäre neu besetzt werden.

Art. 20. Einladung zu Verwaltungsratssitzungen.

20.1 Der Verwaltungsrat versammelt sich auf Einberufung des Vorsitzenden oder eines beliebigen Verwaltungsratsmitglieds. Die Verwaltungsratssitzungen finden, soweit in der Einladung nicht anders bestimmt ist, am Sitz der Gesellschaft statt.

20.2 Die Verwaltungsratsmitglieder werden mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem für die Sitzung anberaumten Datum zu jeder Sitzung des Verwaltungsrats schriftlich geladen, außer in dringenden Fällen, wobei die Gründe der Dringlichkeit in der Einladung zu bezeichnen sind. Eine solche Einladung kann unterbleiben, wenn alle Verwaltungsratsmitglieder schriftlich, per Fax, E-Mail oder mittels eines vergleichbaren Kommunikationsmittels ihre Zustimmung abgegeben haben, wobei eine Kopie einer solchen unterzeichneten Zustimmung ein hinreichender Nachweis ist. Eine Einladung zu Sitzungen des Verwaltungsrats ist nicht erforderlich, wenn Zeit und Ort in einem vorausgehenden Beschluss des Verwaltungsrats bestimmt worden sind, welcher allen Verwaltungsratsmitgliedern übermittelt wurde.

20.3 Eine Einladung ist nicht erforderlich, wenn alle Verwaltungsratsmitglieder anwesend oder vertreten sind und diese alle Einladungsvoraussetzungen abbedingen oder im Fall von schriftlichen Umlaufbeschlüssen, wenn alle Mitglieder des Verwaltungsrats diesen zugestimmt und sie unterzeichnet haben.

Art. 21. Durchführung von Verwaltungsratssitzungen.

21.1 Der Verwaltungsrat wählt unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden aus. Der Verwaltungsrat kann auch einen Schriftführer ernennen, der nicht notwendigerweise Mitglied des Verwaltungsrats sein muss und der für die Protokollführung der Verwaltungsratssitzungen verantwortlich ist.

21.2 Verwaltungsratssitzungen werden durch den Vorsitzenden des Verwaltungsrats geleitet. In dessen Abwesenheit kann der Verwaltungsrat ein anderes Mitglied des Verwaltungsrats durch einen Mehrheitsbeschluss der anwesenden oder vertretenen Mitglieder als Vorsitzenden pro tempore ernennen.

21.3 Jedes Mitglied des Verwaltungsrats kann an einer Verwaltungsratssitzung teilnehmen, indem es ein anderes Mitglied des Verwaltungsrats schriftlich, per Fax, E-Mail oder ein anderes vergleichbares Kommunikationsmittel bevollmächtigt, wobei eine Kopie der Bevollmächtigung als hinreichender Nachweis dient. Ein Mitglied des Verwaltungsrats kann ein oder mehrere, aber nicht alle anderen Verwaltungsratsmitglieder vertreten.

21.4 Eine Verwaltungsratssitzung kann auch mittels Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel abgehalten werden, welches es allen Teilnehmern ermöglicht, einander durchgängig zu hören und tatsächlich an der Sitzung teilzunehmen. Eine Teilnahme an einer Sitzung durch solche Kommunikationsmittel ist gleichbedeutend mit einer persönlichen Teilnahme an einer solchen Sitzung und die Sitzung wird als am Sitz der Gesellschaft abgehalten erachtet.

21.5 Der Verwaltungsrat kann nur dann wirksam handeln und abstimmen, wenn zumindest die Mehrheit seiner Mitglieder in der Sitzung anwesend oder vertreten ist.

21.6 Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen der an der Verwaltungsratssitzung teilnehmenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Der Vorsitzende des Verwaltungsrats hat im Falle von Stimmgleichheit die entscheidende Stimme.

21.7 Soweit nicht gesetzlich anders bestimmt muss jedes Verwaltungsratsmitglied, welches an einem Geschäft, das dem Verwaltungsrat zur Entscheidung vorliegt, direkt oder indirekt ein Interesse hat, welches den Interessen der Gesellschaft entgegensteht, den Verwaltungsrat über diesen Interessenskonflikt informieren; die Erklärung wird im Protokoll der betreffenden Sitzung aufgenommen. Das betreffende Verwaltungsratsmitglied darf weder an der Beratung über das in Frage stehende Geschäft teilnehmen, noch darüber abstimmen. Die nächste Hauptversammlung der Aktionäre muss von derartigen Interessenkonflikten informiert werden, bevor Beschlüsse zu anderen Tagesordnungspunkten gefasst werden.

21.8 Hat die Gesellschaft nur ein einziges Verwaltungsratsmitglied, so werden Geschäfte zwischen der Gesellschaft und dem Verwaltungsratsmitglied, welches daran ein der Gesellschaft entgegenstehendes Interesse hat, nur im Beschluss des einzigen Verwaltungsratsmitglieds erwähnt.

21.9 Regeln zum Interessenkonflikt finden keine Anwendung, sofern sich die Entscheidung des Verwaltungsrats oder des einzigen Verwaltungsratsmitglieds auf gängige Geschäfte bezieht, die unter normalen Bedingungen eingegangen wurden.

21.10 Der Verwaltungsrat kann einstimmig Beschlüsse im Umlaufverfahren mittels schriftlicher Zustimmung, per Fax, E-Mail oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel fassen. Die Verwaltungsratsmitglieder können ihre Zustimmung getrennt erteilen, wobei die Gesamtheit aller schriftlichen Zustimmungen die Annahme des betreffenden Beschlusses nachweist. Das Datum der letzten Unterschrift gilt als das Datum eines derart gefassten Beschlusses.

Art. 22. Protokoll von Verwaltungsratssitzungen - Protokoll der Entscheidungen des einzigen Verwaltungsratsmitglieds.

22.1 Das Protokoll einer Verwaltungsratssitzung wird vom Vorsitzenden des Verwaltungsrats oder, im Falle seiner Abwesenheit, vom Vorsitzenden pro tempore oder von zwei (2) beliebigen Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet. Kopien und Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder anderweitig vorzulegen sind, werden vom Vorsitzenden oder von zwei (2) beliebigen Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet.

22.2 Die Entscheidungen des einzigen Verwaltungsratsmitglieds werden in ein Protokoll aufgenommen, welches vom einzigen Verwaltungsratsmitglied unterzeichnet wird. Kopien und Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom einzigen Verwaltungsratsmitglied unterzeichnet.

Art. 23. Geschäfte mit Dritten.

23.1 Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten unter allen Umständen durch (i) die Unterschrift des einzigen Verwaltungsratsmitglieds oder, für den Fall, dass die Gesellschaft mehrere Verwaltungsratsmitglieder hat, durch die gemeinsame Unterschrift von zwei (2) beliebigen Verwaltungsratsmitgliedern, oder durch (ii) die gemeinsame oder Einzelunterschrift jedweder Person(en), der/denen eine solche Befugnis durch den Verwaltungsrat übertragen worden ist, im Rahmen dieser Befugnis verpflichtet.

23.2 Im Rahmen der täglichen Geschäftsführung wird die Gesellschaft gegenüber Dritten durch die gemeinsame oder Einzelunterschrift der Person(en) verpflichtet, der/denen diese Vollmacht übertragen wurde.

E. Aufsicht und Prüfung der Gesellschaft

Art. 24. Rechnungsprüfer/Wirtschaftsprüfer.

24.1 Die Geschäfte der Gesellschaft werden durch einen oder mehrere Rechnungsprüfer beaufsichtigt (commissaire (s)). Die Hauptversammlung der Aktionäre ernennt die Rechnungsprüfer und legt ihre Amtszeit fest, die sechs (6) Jahre nicht überschreiten darf.

24.2 Ein Rechnungsprüfer kann jederzeit und ohne Grund von der Hauptversammlung der Aktionäre abberufen werden.

24.3 Der Rechnungsprüfer hat ein unbeschränktes Recht der permanenten Prüfung und Kontrolle aller Geschäfte der Gesellschaft.

24.4 Wenn die Hauptversammlung der Aktionäre im Einklang mit den Bestimmungen des Artikels 69 des Gesetzes vom 19. Dezember 2002 betreffend das Handels- und Gesellschaftsregister sowie zur Buchhaltung und zum Jahresabschluss von Unternehmen in seiner geänderten Fassung einen oder mehrere unabhängige Wirtschaftsprüfer (réviseurs d'entreprises agréé(s)) ernennt, entfällt die Funktion des Rechnungsprüfers.

24.5 Ein unabhängiger Wirtschaftsprüfer darf nur aus berechtigtem Grund oder mit seiner Zustimmung durch die Hauptversammlung der Aktionäre abberufen werden.

F. Geschäftsjahr - Jahresabschluss - Gewinne - Abschlagsdividenden

Art. 25. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

Art. 26. Jahresabschluss und Gewinne.

26.1 Am Ende jeden Geschäftsjahres werden die Bücher geschlossen und der Verwaltungsrat erstellt im Einklang mit den gesetzlichen Anforderungen ein Inventar der Aktiva und Passiva, eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung.

26.2 Vom jährlichen Nettogewinn der Gesellschaft werden mindestens fünf Prozent (5%) der gesetzlichen Rücklage der Gesellschaft zugeführt. Diese Zuführung ist nicht mehr verpflichtend, sobald und solange die Gesamtsumme dieser Rücklage der Gesellschaft zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

26.3 Durch einen Aktionär erbrachte Einlagen in Rücklagen können mit Zustimmung dieses Aktionärs ebenfalls der gesetzlichen Rücklage zugeführt werden.

26.4 Im Falle einer Herabsetzung des Gesellschaftskapitals kann die gesetzliche Rücklage entsprechend herabgesetzt werden, so dass diese zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals nicht übersteigt.

26.5 Auf Vorschlag des Verwaltungsrates bestimmt die Hauptversammlung der Aktionäre im Einklang mit dem Gesetz und den Bestimmungen dieser Satzung, wie der verbleibende Bilanzgewinn der Gesellschaft verwendet werden soll.

26.6 Für den Fall, dass Dividenden ausbezahlt werden, soll, vorbehaltlich einer möglichen anderweitigen vertraglichen Regelung zwischen den Aktionären, für die jeweiligen Aktienklassen folgender Betrag ausgeschüttet werden:

- Klasse J Aktien berechtigen ihre Halter anteilig zur Zahlung einer Vorzugsdividende, die null Komma eins null Prozent (0,10%) pro Jahr des Nominalwertes der rückkaufbaren Klasse J Aktien, die von der Gesellschaft ausgegeben wurden, beträgt;

- Klasse I Aktien berechtigen ihre Halter anteilig zur Zahlung einer Vorzugsdividende, die null Komma eins fünf Prozent (0,15%) pro Jahr des Nominalwertes der rückkaufbaren Klasse I Aktien, die von der Gesellschaft ausgegeben wurden, beträgt;

- Klasse H Aktien berechtigen ihre Halter anteilig zur Zahlung einer Vorzugsdividende, die null Komma zwei null Prozent (0,20%) pro Jahr des Nominalwertes der rückkaufbaren Klasse H Aktien, die von der Gesellschaft ausgegeben wurden, beträgt;

- Klasse G Aktien berechtigen ihre Halter anteilig zur Zahlung einer Vorzugsdividende, die null Komma zwei fünf Prozent (0,25%) pro Jahr des Nominalwertes der rückkaufbaren Klasse G Aktien, die von der Gesellschaft ausgegeben wurden, beträgt;

- Klasse F Aktien berechtigen ihre Halter anteilig zur Zahlung einer Vorzugsdividende, die null Komma drei null Prozent (0,30%) pro Jahr des Nominalwertes der rückkaufbaren Klasse F Aktien, die von der Gesellschaft ausgegeben wurden, beträgt;

- Klasse E Aktien berechtigen ihre Halter anteilig zur Zahlung einer Vorzugsdividende, die null Komma drei fünf Prozent (0,35%) pro Jahr des Nominalwertes der rückkaufbaren Klasse E Aktien, die von der Gesellschaft ausgegeben wurden, beträgt;

- Klasse D Aktien berechtigen ihre Halter anteilig zur Zahlung einer Vorzugsdividende, die null Komma vier null Prozent (0,40%) pro Jahr des Nominalwertes der rückkaufbaren Klasse D Aktien, die von der Gesellschaft ausgegeben wurden, beträgt;

- Klasse C Aktien berechtigen ihre Halter anteilig zur Zahlung einer Vorzugsdividende, die null Komma vier fünf Prozent (0,45%) pro Jahr des Nominalwertes der rückkaufbaren Klasse C Aktien, die von der Gesellschaft ausgegeben wurden, beträgt;

- Klasse B Aktien berechtigen ihre Halter anteilig zur Zahlung einer Vorzugsdividende, die null Komma fünf null Prozent (0,50%) pro Jahr des Nominalwertes der rückkaufbaren Klasse B Aktien, die von der Gesellschaft ausgegeben wurden, beträgt;

- Klasse A Aktien berechtigen ihre Halter anteilig zur Zahlung einer Vorzugsdividende, die die null Komma fünf fünf Prozent (0,55%) pro Jahr des Nominalwertes der rückkaufbaren Klasse A Aktien, die von der Gesellschaft ausgegeben wurden, beträgt.

26.7. Im Falle einer Dividendenausschüttung gemäß vorstehendem Artikel 26.6. werden jede weiteren ausschüttbaren Erträge der Aktionäre, die über den Gesamtbetrag der bevorzugten Dividende, die mit den Aktien verbunden sind, hinausgehen, falls anwendbar, an die Aktionäre der Klasse J ausgeschüttet, oder:

- für den Fall, dass keine rückkaufbaren Aktien der Klasse J der Gesellschaft mehr existieren, stehen den Aktionären der rückkaufbaren Klasse I, weitere ausschüttbare Beträge, welche nach der Dividendenausschüttung an die Aktionäre der rückkaufbaren Klassen I bis A gemäß Artikel 26.6 noch vorhanden sind, zu;

- für den Fall, dass keine rückkaufbaren Aktien der Klasse I der Gesellschaft mehr existieren, stehen den Aktionären der rückkaufbaren Klasse H, weitere ausschüttbare Beträge, welche nach der Dividendenausschüttung an die Aktionäre der rückkaufbaren Klassen H bis A gemäß Artikel 26.6 noch vorhanden sind, zu;

- für den Fall, dass keine rückkaufbaren Aktien der Klasse H der Gesellschaft mehr existieren, stehen den Aktionären der rückkaufbaren Klasse G, weitere ausschüttbare Beträge, welche nach der Dividendenausschüttung an die Aktionäre der rückkaufbaren Klassen G bis A gemäß Artikel 26.6 noch vorhanden sind, zu;

- für den Fall, dass keine rückkaufbaren Aktien der Klasse G der Gesellschaft mehr existieren, stehen den Aktionären der rückkaufbaren Klasse F, weitere ausschüttbare Beträge, welche nach der Dividendenausschüttung an die Aktionäre der rückkaufbaren Klassen F bis A gemäß Artikel 26.6 noch vorhanden sind, zu;

- für den Fall, dass keine rückkaufbaren Aktien der Klasse F der Gesellschaft mehr existieren, stehen den Aktionären der rückkaufbaren Klasse E, weitere ausschüttbare Beträge, welche nach der Dividendenausschüttung an die Aktionäre der rückkaufbaren Klassen E bis A gemäß Artikel 26.6 noch vorhanden sind, zu;

- für den Fall, dass keine rückkaufbaren Aktien der Klasse E der Gesellschaft mehr existieren, stehen den Aktionären der rückkaufbaren Klasse D, weitere ausschüttbare Beträge, welche nach der Dividendenausschüttung an die Aktionäre der rückkaufbaren Klassen D bis A gemäß Artikel 26.6 noch vorhanden sind, zu;

- für den Fall, dass keine rückkaufbaren Aktien der Klasse D der Gesellschaft mehr existieren, stehen den Aktionären der rückkaufbaren Klasse C, weitere ausschüttbare Beträge, welche nach der Dividendenausschüttung an die Aktionäre der rückkaufbaren Klassen C bis A gemäß Artikel 26.6 noch vorhanden sind, zu;

- für den Fall, dass keine rückkaufbaren Aktien der Klasse C der Gesellschaft mehr existieren, stehen den Aktionären der rückkaufbaren Klasse B, weitere ausschüttbare Beträge, welche nach der Dividendenausschüttung an die Aktionäre der rückkaufbaren Klassen B bis A gemäß Artikel 26.6 noch vorhanden sind, zu;

- für den Fall, dass keine rückkaufbaren Aktien der Klasse B der Gesellschaft mehr existieren, stehen den Aktionären der rückkaufbaren Klasse A, weitere ausschüttbare Beträge, welche nach der Dividendenausschüttung an die die Aktionäre der rückkaufbaren Klasse A gemäß Artikel 26.6 noch vorhanden sind, zu.

Art. 27. Abschlagsdividenden - Kapitalrücklagen und andere Kapitalreserven.

27.1 Der Verwaltungsrat kann beschließen, Zwischenausüttungen auf Basis der Zwischenabschlüsse, die vom Verwaltungsrat erstellt worden sind und die zeigen, dass gemäß Artikel 26 ausreichende Mittel zur Ausschüttung vorhanden sind, auszuschütten. Der Betrag der ausgeschüttet werden soll, darf nicht die seit dem Ende des letzten Rechnungsjahres realisierten Gewinne übersteigen, erhöht um die Gewinnvorträge und die ausschüttbaren Rücklagen, jedoch reduziert um Verlustvorträge und Summen, die einer Rücklage zugewiesen sind, die aufgrund des Gesetzes oder dieser Satzung nicht ausgeschüttet werden darf.

27.2 Die Kapitalrücklage, andere Kapitalreserven und andere ausschüttbare Rücklagen können, im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes und den Regelungen dieser Satzung, frei an die Aktionäre ausgeschüttet werden.

G. Liquidation

Art. 28. Liquidation.

28.1 Im Falle der Auflösung der Gesellschaft im Einklang mit Artikel 3.2 dieser Satzung wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt, welche von der Hauptversammlung der Aktionäre ernannt werden, die über die Auflösung der Gesellschaft beschließt und die Befugnisse und Vergütung der Liquidatoren bestimmt. Soweit nichts anderes bestimmt wird, haben die Liquidatoren die weitestgehenden Befugnisse für die Verwertung der Vermögenswerte und die Tilgung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

28.2 Der sich nach Verwertung der Vermögenswerte und Tilgung der Verbindlichkeiten ergebende Überschuss wird, im Einklang mit dieser Satzung und jeder möglicherweise zwischen den Aktionären bestehenden Vereinbarung, an die Aktionäre proportional zur Anzahl der von ihnen an der Gesellschaft gehaltenen Aktien verteilt oder an den etwaigen alleinigen Aktionär ausgeschüttet.

H. Schlussbestimmungen - Anwendbares Recht

Art. 29. Anwendbares Recht. Für alle in dieser Satzung nicht geregelten Angelegenheiten gelten die Regelungen des Gesetzes. Im Falle eines Widerspruchs gehen inter partes die Bestimmungen einer möglicherweise bestehenden Vereinbarung zwischen den Aktionären vor.

Übergangsbestimmungen

1. Das erste Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2014.

2. Die erste Jahreshauptversammlung der Aktionäre soll im Jahr 2015 abgehalten werden.

3. Abschlagsdividenden können auch während des ersten Geschäftsjahres der Gesellschaft ausgeschüttet werden.

Zeichnung und Zahlung

Die einunddreißigtausend (31.000) ausgegebenen Aktien wurden von Connaught Hill Investments S.à r.l., wie oben angegeben, zum Preis von einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000,-) gezeichnet.

Die Einlage für die so gezeichneten Aktien wurde vollständig in bar erbracht, so dass der Gesellschaft ein Betrag in Höhe von einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000,-) zur Verfügung steht, was dem unterzeichnenden Notar nachgewiesen wurde.

Die gesamte Einlage in Höhe von einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000,-) wird vollständig dem Gesellschaftskapital zugeführt.

Erklärung

Der unterzeichnende Notar erklärt hiermit, dass er die Einhaltung der Vorschriften, die in Artikel 26 des Gesetzes aufgeführt sind und auf die verwiesen wird, geprüft hat und erklärt, dass diese erfüllt sind.

Auslagen

Die der Gesellschaft aufgrund oder im Zusammenhang mit der Gründung entstandenen Kosten, Gebühren, Honorare und Auslagen werden auf eintausendfünfhundert Euro (EUR 1.500,-) geschätzt.

Beschlüsse des Alleinigen Aktionärs

Der Gründungsaktionär, welcher das gesamte Gesellschaftskapital repräsentiert hat folgende Beschlüsse gefasst:

1. Der Sitz der Gesellschaft ist in 6D, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg.

2. Die folgenden Personen werden mit sofortiger Wirkung als Verwaltungsratsmitglieder der Gesellschaft für einen Zeitraum von sechs (6) Jahren ernannt:

(i) Herr Erwan LE BERRE, Managing Director, geboren am 17. November 1972 in Bourges, Frankreich, geschäftsansässig in 6D, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg;

(ii) Herr Robert FABER, Privatangestellter, geboren am 15. Mai 1964 in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, geschäftsansässig in 121 Avenue de la Faiencerie, L-1511 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg; und (iii) Herr Matthias

LUECKER, CEO, geboren am 16. Dezember 1968 in Darmstadt, Deutschland, geschäftsansässig in 6D, route de Tréves, L-2633 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg.

3. Die folgende Person wird als unabhängiger Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft bis zur Hauptversammlung der Aktionäre, die den Jahresabschluss der Gesellschaft für das erste Geschäftsjahr verabschiedet, ernannt:

KPMG Audit Sàrl, société à responsabilité limitée, bestehend nach den Rechten des Großherzogtums Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister mit der Nummer B 103.590, mit Sitz in 9, Allée Scheffer, L-2530 Luxemburg.

Der beurkundende Notar, welcher die englische Sprache beherrscht, erklärt hiermit auf Ersuchen der erschienenen Partei, dass die Urkunde auf Anfrage der erschienenen Parteien auf Englisch verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung. Auf Ersuchen derselben erschienenen Partei und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, soll die englische Fassung vorrangig sein.

Worüber diese notarielle Urkunde in Luxemburg zum eingangs erwähnten Datum aufgenommen wurde.

Nachdem das Dokument dem Bevollmächtigten der erschienenen Partei vorgelesen wurde, welche dem Notar mit Namen, Vornamen und Wohnsitz bekannt ist, hat der Bevollmächtigte die Urkunde zusammen mit dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: Guilbert, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Redange/Attert, le 5 août 2014. Relation: RED/2014/1745. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Releveur (signé): Kirsch.

AUSFERTIGUNG GEMÄSS GLEICHLAUTENDER URKUNDE Ausgestellt auf Stempelfreiem Papier zwecks Eintragung beim Gesellschaftsregister und Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, den 5. August 2014.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2014127036/1008.

(140143731) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2014.

Megafit S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 85.282.

Extrait des résolutions prises lors du Conseil d'Administration tenue en date du 19 mai 2014.

Il résulte de la réunion du Conseil d'Administration tenue en date du 19 mai 2014 que:

- Le siège social de la société est transféré du 42-44, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg au 50, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg et ce, avec effet au 1^{er} juin 2014.

- Les administrateurs M. Claude ZIMMER, et M. Hendrik H.J. KEMMERLING sont domiciliés professionnellement au 50, rue Charles Martel, 1^{er} étage L-2134 Luxembourg et ce, avec effet au 1^{er} juin 2014.

- L'administrateur LuxGlobal Management S.à r.l, société enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B159.893 est transféré au 50, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg et ce, avec effet au 1^{er} juin 2014. Représentant permanent M. Hendrik H.J. KEMMERLING domicilié professionnellement au 50, rue Charles Martel, 1^{er} étage L-2134 Luxembourg et ce, avec effet au 1^{er} juin 2014.

- De nommer comme Président du Conseil d'Administration Monsieur Claude ZIMMER, Président et administrateur, né le 18 juillet 1956 à Luxembourg (Luxembourg), domicilié professionnellement 50, rue Charles Martel 1^{er} étage, L-2134 Luxembourg.

Extrait sincère et conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2014124943/22.

(140142025) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.